





**« QUE PEUT FAIRE LA FRANCE  
EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ? »**



## Sommaire

Accueil par M. Jean-Pierre Chevènement, Président de la Fondation Res Publica .....	7
« <i>Introduction aux complexités africaines</i> » par M. Georges Courade, géographe, Directeur honoraire de recherches à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), auteur de « <i>Les Afriques au défi du XXI<sup>ème</sup> siècle</i> » (Belin, 2014) .....	8
« <i>De la Françafrique à l'AfricaFrance</i> » par M. Antoine Glaser, Spécialiste de l'Afrique. Ancien directeur de la <i>Lettre du Continent</i> . Auteur de plusieurs ouvrages dont « <i>AfricaFrance. Quand les dirigeants africains deviennent les maîtres du jeu</i> » (Fayard, 2014) .....	22
« <i>L'enseignement supérieur comme levier du développement de l'Afrique</i> » par M. Bernard Cerquiglini, linguiste, spécialiste de la langue française, Recteur de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF) .....	28
« <i>Qu'est-ce que la France peut faire en Afrique ?</i> » par M. Stéphane Gompertz, ancien Ambassadeur en Éthiopie (siège de l'Organisation de l'Unité Africaine), ancien directeur de la direction Afrique et Océan Indien au ministère des Affaires étrangères .....	35
Débat .....	49



Je remercie les personnalités qui ont accepté d'animer autour de moi ce colloque intitulé « Que peut la France en Afrique subsaharienne ? ».

*A priori* la réponse serait : « Elle peut peu ! », tant la diversité de l'Afrique, son immensité s'imposent à l'évidence. Pourtant elle fait beaucoup. Son action est-elle soutenable dans la durée ? Quels sont ses objectifs ? Ce sont les questions auxquelles nous allons essayer de répondre.

Nous recevons ce soir plusieurs intervenants éminents :

M. Georges Courade, géographe, a été directeur de recherches à l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Il est l'auteur de l'ouvrage « *Les Afriques au défi du XXI<sup>ème</sup> siècle* » (Belin, 2014).

M. Antoine Glaser, ancien directeur de la *Lettre du Continent*, a récemment écrit un livre intitulé « *AfricaFrance. Quand les dirigeants africains deviennent les maîtres du jeu* » (Fayard, 2014).

M. Stéphane Gompertz a été notre ambassadeur en Éthiopie, siège de l'Union africaine (ex Organisation de l'Unité Africaine). Il fut directeur de la direction Afrique et Océan Indien au ministère des Affaires étrangères.

Enfin, Bernard Cerquiglini, linguiste, spécialiste de la langue française, a travaillé à mes côtés au temps lointain où nous faisons les programmes de l'école élémentaire. Il est Recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) dont je salue dans la salle Monsieur le Vice-recteur à la vie associative et à la coordination des régions, M. Emile Tanawa.

La géographie étant une excellente manière de cadrer le sujet, je donne la parole à M. Courade.

*Introduction aux complexités africaines*

Comme le Général de Gaulle qui parlait de « l'Orient compliqué », il me faut expliquer que l'Afrique est complexe et qu'on ne peut pas l'aborder avec des idées trop simples, des préjugés ou des stéréotypes. Or, pour savoir ce que la France peut faire en Afrique subsaharienne, il faut entrer un peu dans toute sa complexité et sa diversité, comme l'a dit Monsieur le ministre, mais aussi dans toutes ses caractéristiques sociales, culturelles et économiques qui parfois nous déroutent. Je parlerai donc des Afriques subsahariennes autant que faire se peut.

Pour nous mettre un peu dans le système de pensée africain, je citerai un proverbe sierra-léonais: « *La vie, c'est comme le vélo, il faut avancer pour ne pas perdre l'équilibre* ». Si cela évoque le thème de la croissance économique, cela renvoie aussi à la mobilité et au mouvement – qu'il s'agisse de l'économie et de la démographie, mais aussi du socioculturel, substrat qui connote toute action ou réflexion. L'*Homo economicus* africain ne se conçoit pas déconnecté de son environnement sociétal et culturel !

Ceci dit, je ne peux entamer mon propos sans penser à l'euphorie qui s'est emparée de l'Afrique depuis quelques années. Familier du sous-continent depuis plus de quarante ans, j'ai connu l'afro-pessimisme jusque dans les années 2005-2006 (Cf. « *L'Afrique des idées reçues* », Belin, 2006) et je reste surpris du renversement actuel de perspectives, de type macroéconomique. Avant donc d'aborder les indicateurs qui rendent optimistes, je me dois de souligner leur fragilité, leur imprécision comme leur manipulation. On a ainsi corrigé récemment très fortement les Produits Intérieurs Bruts (PIB) des pays africains qui mesurent la richesse produite de tous les acteurs économiques (entreprises et ménages, commerce légal informel ou illégal, etc.), la valeur qu'ils ajoutent à celle qui existe déjà dans un territoire donné à partir d'indicateurs comptables mal mesurés et donc questionnés et contestés un peu partout. Ainsi, le PIB du Nigeria par exemple, est passé de 264 milliards de dollars US en 2012 à plus de 510 en avril 2014, dépassant même l'Afrique du sud en incluant des secteurs d'activité (télécoms et cinéma) qui n'étaient pas comptabilisés avant. Les chiffres de la population pour ce pays sont aussi souvent discutés et contestés. Recenser 170-180 millions de Nigériens comme cela a été fait en 2006 est un exercice de haute voltige et n'est jamais fait selon les



normes statistiques habituelles dans ce pays. Ce qui est vrai pour le Nigeria l'est aussi dans la plupart des 50 pays subsahariens dont nous parlons, qu'ils soient en paix (Sénégal) ou en guerre (République Démocratique du Congo). De nombreux chiffres sont donc à relativiser.

*1. Après les ajustements des institutions de Bretton woods, une croissance de 5% l'an portée par les exportations de matières premières brutes et les classes moyennes*

Ceci dit, on est obligé de constater qu'il y a un taux de croissance économique élevé depuis plus d'une décennie dans le sous-continent alors que l'aide au développement – au demeurant peu efficace – a décliné. On peut ainsi observer les signes d'une petite prospérité lors de déplacements à Dakar, Ouagadougou, Yaoundé ou Brazzaville, malgré les guerres civiles qui ont frappé certains de ces pays. Cette croissance a été portée par les exportations de matières premières (brutes, toujours) et leurs prix élevés – hydrocarbures et minerais très convoités par les nouvelles puissances émergentes – et des classes moyennes très difficiles à estimer. La Banque Africaine de Développement avance le chiffre de 300 millions d'individus qui auraient des revenus supérieurs à 5 dollars US par jour. Selon d'autres sources, qui semblent plus justes, entre 50 et 100 millions de Subsahariens seraient passés dans la catégorie des « classes moyennes ». Encore faudrait-il les définir. Comme pour la pauvreté, il n'existe pas de définition objective des classes moyennes. Chacun peut placer la barre où il l'entend. Témoignent de cette petite prospérité les constructions urbaines, les achats d'automobiles neuves et la multiplication récente des supermarchés, comme le centre commercial de Nairobi, qui a été attaqué par les Shebab en septembre 2013. On souligne aussi volontiers l'ampleur du fossé entre une minorité d'ultra-riches – parce que la richesse s'étale volontiers – et l'immense armée des ultra-pauvres.

Dans les années 1980-2000, l'Afrique subsaharienne a connu une phase d'austérité drastique appelée *ajustement structurel* (stabilisation de la demande, relance de l'offre, accumulation plutôt que redistribution pour reprendre le jargon économique) pilotée par le Fonds Monétaire International et les agences d'aide pour retrouver la compétitivité et faire face à des dettes souveraines très élevées... une thérapie que connaît aujourd'hui la zone Euro... Plusieurs pays ont ainsi vu leur niveau de vie revenir à celui de la période des indépendances. Ayant touché le fond, le sous-continent ne pouvait que rebondir !

Une expansion démographique unique au monde constitue le deuxième aspect, majeur de la dynamique subsaharienne. Ce sous-continent dont la superficie est 48 fois celle de la France ne comptait en 1950 que 180 millions d'habitants, soit environ 8 hab./km<sup>2</sup>. En 2014, on avance le chiffre approximatif d'un milliard d'habitants et les projections moyennes des Nations-Unies tournant autour de 2 milliards ou 2,1 milliards pour 2050. L'Agence Française de Développement (AFD) cite même des chiffres beaucoup plus élevés, sans doute pour promouvoir la limitation des naissances qui est devenue une préoccupation française après avoir été le « dada » des Américains. De 5,5 enfants par femme en moyenne aujourd'hui, on espère passer à 3 enfants par femme en 2050, mais on doute de l'ampleur de cette "transition démographique" comme disent les experts. La diminution de la démographie est en effet une question extrêmement complexe – car on touche à ce que les individus ont de plus personnel – comme on a pu l'observer dans les pays asiatiques, notamment en Inde quand on a pris des mesures drastiques pour limiter les naissances (eugénisme, primes pour se faire stériliser, etc.). Conduire une politique démographique – qui est d'abord une politique sociale – est plus facile quand le pouvoir d'achat augmente et que la condition féminine s'améliore. Difficile dans des sociétés très religieuses, pauvres et communautaires.

## *2. Une prospérité qui laisse subsister misère et pauvreté un peu partout*

Malgré tout cela, qui connaît bien l'Afrique s'aperçoit qu'elle reste une zone de grande pauvreté. Rares sont les pays qui affichent une petite prospérité (le Gabon, l'Afrique du sud, le Botswana et, jusqu'à une période récente, la Libye).

L'affirmation de cette croissance économique doit donc être accompagnée de quelques bémols. L'Afrique subsaharienne doit prendre en charge de nombreuses questions pour s'en sortir vraiment.

Cette croissance économique de 5 % en moyenne est insuffisante pour faire face à une croissance démographique de l'ordre de 2-3 %. Pour que l'Afrique décolle véritablement, il faudrait arriver à une croissance de l'ordre de celle que la Chine a connue, c'est-à-dire 7 % à 8 % par an.

On met souvent en avant les transferts des migrants, l'augmentation de la fiscalité des États africains, les investissements directs étrangers pour expliquer cette croissance. Mais on surévalue les investissements productifs. Un certain nombre de ces investissements sont spéculatifs, d'autres vont à la consommation. Une partie de ce que les migrants (Maliens par exemple) qui se trouvent en France envoient au

pays ne va pas à un investissement productif qui créerait lui-même de la richesse, mais il sert à la subsistance de la famille. Ce sont des transferts sociaux d'abord – une forme de protection sociale : nous avons l'État providence en France, l'Afrique a la famille-providence.

On imagine une Afrique qui va relayer la Chine comme « usine du monde » mais cela relève du fantasme, on en est très loin. Les calculs montrent que les ouvriers chinois (qui gagnent deux ou trois fois plus que les ouvriers de certains pays africains) produisent 10 ou 20 fois plus pour le même tarif que les ouvriers africains en raison des problèmes de productivité. Nous sommes donc loin encore de voir des usines *Foxconn*<sup>1</sup> en Afrique subsaharienne !

Les prix des matières premières, notamment ceux des hydrocarbures, ont chuté assez drastiquement en 2014. Nous assistons à un « contre-choc pétrolier » dont les pays qui vivaient sur l'argent du pétrole (Nigeria, Angola, Guinée équatoriale) vont subir des conséquences. Prix des minerais et des exportations agricoles pâtissent enfin de la panne de croissance que vivent les pays émergents de la décennie récente. Faute de valorisation de ces matières premières et de diversification économique, on retrouve la problématique de la volatilité et de l'échange inégal des périodes précédentes.

Comment enfin transformer une immense jeunesse qui est d'abord une charge démographique, en un atout, un dividende pour accélérer la croissance économique comme l'avancent certains experts ? À l'heure actuelle, près de 60 % de la population des pays africains a moins de 25 ans. Pour que ce qui constitue une charge énorme pour un petit nombre d'actifs se transforme en « dividende démographique », il faudrait doter ces jeunes de compétences adaptées à un marché de l'emploi porteur. La prudence s'impose donc sur cette éventualité qui reste en partie une hypothèse de travail.

Dans le sous-continent subsaharien enfin, les infrastructures restent notoirement insuffisantes, voire vétustes. Le Nigeria, par exemple, le pays le plus riche de la région, avait des chemins de fer – hérités de la colonisation britannique – qui sont devenus inutilisables. On est en train de les reconstruire avec l'aide chinoise, mais

---

<sup>1</sup> Du nom de la société taïwanaise *Foxconn*, premier sous-traitant mondial des géants de l'électronique et plus important fabricant mondial de matériel informatique, principalement implantée en République populaire de Chine et fréquemment pointée du doigt pour les conditions de travail dans ses usines.

les coûts sont élevés. Le NEPAD (*New Partnership for Africa's Development*)<sup>2</sup> a évalué les investissements énormes que nécessiteraient à la fois la remise en état de toutes ces infrastructures de base et la construction de celles qui sont indispensables pour doper l'économie dans une Afrique balkanisée. Certes, l'Afrique a adopté – en un temps record – les technologies de communication (téléphone mobile, etc.), mais pour accélérer les échanges de biens réels, il faut quand même transporter les marchandises physiques sur les routes, avec des camions, etc.

Tout cela est très en retard par rapport aux besoins. L'électrification progresse mais trop lentement et la qualité des réseaux laisse à désirer. Enfin, l'éducation comme la santé sont négligées, voire dans un état souvent assez lamentable comme l'ont montré l'état du système hospitalier de la Guinée qui a dû faire face au virus Ebola... Bref, l'Afrique subsaharienne qui a pris conscience de ces handicaps est un vaste chantier... pour nombre d'entreprises chinoises, indiennes, turques et – parfois – françaises... qui ne bénéficient plus de la préférence impériale ancienne.

### *3. Terres et minéraux en abondance dont l'exploitation et les retombées restent problématiques*

À l'heure où on prévoit 9 milliards d'humains en 2050, la FAO (*Food and Agriculture Organization*) et un certain nombre de grands organismes, dont le mien (l'Institut de recherche pour le développement), se sont interrogés sur les terres mobilisables pour faire face à une demande alimentaire de plus en plus importante. Cette demande croît d'autant plus que la Chine a multiplié par 4 ou 5 sa consommation de viande par individu depuis cinquante ans. Or, on sait que la transformation des protéines végétales en protéines animales s'effectue avec une grande déperdition.

Selon les estimations, l'Afrique des savanes offrirait 200 millions d'hectares cultivables (terres arables), soit six à sept fois la surface agricole utile en France. Il ne s'agit pourtant pas d'« une terre vacante et sans maître », comme on le disait à l'époque coloniale, réellement disponible pour l'exploitation intensive. Le foncier

---

<sup>2</sup> Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) est le cadre stratégique de l'Union Africaine pour le développement socio-économique du continent. Le NEPAD offre aux pays africains l'occasion unique de prendre totalement le contrôle de leur programme de développement, de travailler ensemble et de coopérer plus efficacement avec les partenaires internationaux en vue de relever les défis critiques auxquels le continent est confronté : pauvreté, développement et marginalisation du continent au plan international.

africain est caractérisé par une superposition d'usages sur de nombreux terroirs et territoires entre populations nomades d'éleveurs et populations sédentaires de cultivateurs, entre ceux qui utilisent des arbres ou ceux qui font pâturer leur bêtes ou qui cultivent en faisant reposer le sol par d'importantes jachères, entre premiers occupants et migrants, etc. Cette superposition de droits validés par l'usage, la "tradition" et la jurisprudence, provoque des conflits majeurs dès qu'elle est perturbée par des facteurs internes (augmentation de la densité humaine ou animale, etc.) et externes (interventions étatiques, appropriations privées, accaparement de terres).

On peut dire souvent qu'une bonne partie des conflits subsahariens ne sont pas liés à des "haines tribales ancestrales" ou religieuses comme l'avancent des journalistes peu soucieux de décrypter les complexités africaines, mais liés à des questions foncières qui permettent – ne l'oublions pas – la survie de centaines de millions de Subsahariens. L'augmentation de la population dans un pays comme le Nigeria conduit à la conquête de nouvelles terres dans la région centrale – le Middle Belt – moins peuplée et induit des confrontations à connotation religieuse (Jos), mais dont le fondement reste l'accès aux terres arables.

L'exploration des ressources pétrolières et gazières subsahariennes, qui n'avait pas été extrêmement poussée à l'époque coloniale et dans les premières décennies de l'indépendance, s'est poursuivie activement après les premiers chocs pétroliers, la prise en compte d'un certain épuisement des ressources facilement accessibles et les changements géopolitiques survenus dans les pays fournisseurs du Moyen-Orient. Qualité des hydrocarbures, stabilité politique relative, facilités accordées aux compagnies pétrolières et progrès technologiques pour sonder l'offshore profond ont poussé dans cette direction depuis les années 1990. En plus des champs pétroliers du golfe de Guinée et du Soudan, on a découvert du pétrole en Tanzanie, en Ouganda, au Ghana, au Tchad, en Mauritanie et au Niger. Face à Total ou BP, et après les firmes américaines (Exxon-Mobil ou Texaco) ont surgi firmes chinoises, indiennes, indonésiennes ou coréennes.

Avec les besoins colossaux de minerais pour l'industrie lourde (fer, cuivre, bauxite, chrome, nickel, etc.) et légère (colombo-tantalite pour l'industrie numérique) des nouveaux pays émergents (Chine, Inde, Brésil, Turquie, Indonésie, etc.), le sous-continent subsaharien qui recèle un tiers des réserves minérales de la planète, a été plus que jamais sollicité par des multinationales à la force de frappe considérable comme Rio Tinto ou Xtrata, Chinalco ou Valé. Le gratin du capitalisme mondial a débarqué en force en Afrique subsaharienne bousculant les

firmes européennes qui géraient tranquillement leurs acquis dans leurs "prés carrés" sans pour autant susciter une capacité subsaharienne – indispensable – d'exploitation des ressources.

La NNPC (*Nigerian National Petroleum Company*) ou la Sonangol, les deux puissantes sociétés nationales pétrolières du Nigeria et d'Angola nées des *joint-ventures* avec les firmes extérieures restent en retrait par rapport à leurs homologues du Golfe ou de Russie pour gérer des raffineries ou valoriser les potentialités du pays. Seul, un gazoduc a été construit entre Port Harcourt au Nigeria et Accra au Ghana pour distribuer un peu du gaz brûlé dans les torchères du delta du Niger alors que les Subsahariens utilisent massivement le bois pour leur cuisine contribuant à une aggravation de la déforestation. L'Afrique subsaharienne reste encore rentière !

Plus grave peut-être, les terres arables supposées disponibles dont je viens de parler ont attiré une bonne partie des investisseurs de la planète, asiatiques, européens et américains. Même la Fondation de l'Université d'Harvard possède des terres en Afrique ! On ne connaît pas l'importance de cet accaparement de terres, relativement dissimulé, mais il est important. 160 millions d'ha (5 fois la SAU française !) seraient convoités depuis 2000 selon les inventaires les plus sérieux ! C'est du jamais vu !

Une autre potentialité se doit d'être comptabilisée dans le contexte actuel, la biodiversité pour alimenter, voire soigner la planète. Quand on évoque la faim en Afrique, on oublie toujours bien des plantes négligées, comme le fonio ou les tubercules. Nos organismes français de recherche en agronomie ont montré qu'on peut obtenir un rendement de 10 à 14 tonnes de manioc à l'hectare, contre une tonne de sorgho ! Et le manioc peut permettre la *soudure*, cette période d'insécurité alimentaire entre deux récoltes dans les zones de savanes ou du sud du Sahel par sa durée de conservation en terre. Des ressources ne sont donc pas suffisamment prises en compte pour résoudre les problèmes d'alimentation. On a découvert aussi des vertus thérapeutiques à certaines plantes que l'on reproduit parfois en synthèse dans les grands laboratoires pharmaceutiques.

Si les ressources sont pléthoriques, leur exploitation reste entre les mains de firmes étrangères et ne se fait pas selon des normes écologiques strictes. Les *royalties* qui en sont tirées sont enfin loin d'être gérées de manière optimale. Ainsi, la pollution est extrêmement importante dans l'extraction du pétrole au Nigeria. Le delta du Niger est pollué sur 25 000 km<sup>2</sup> suite à une exploitation pétrolière non régulée.

Grande et petite corruption se sont répandues, surtout depuis la période des ajustements structurels. Et c'est la "petite corruption", celle qu'on subit qui révolte ! On surnomme « mange-mille » les policiers qui, sur les routes du Cameroun, demandent mille francs CFA aux automobilistes pour les laisser continuer leur route.

#### *4. Des accès difficiles, des densités mal réparties, des migrations bloquées à proximité d'une Europe vieillissante*

On a avancé le chiffre approximatif d'un milliard d'habitants pour l'Afrique subsaharienne mais la répartition de cette population est très contrastée. Des territoires trop pleins font face à des espaces vides. On observe une forte concentration dans toute la région du Nigeria, la région des Grands lacs et l'Éthiopie. Dans ces zones très densément peuplées, un desserrement de la population est nécessaire pour surmonter de trop fortes pressions sur les terres cultivables et sur le marché de l'emploi urbain, mais se heurte à la xénophobie qui s'est développée depuis quelques décennies après une longue période d'hospitalité. Ainsi voit-on après l'arrivée au pouvoir de Nelson Mandela en Afrique du sud que l'une des premières décisions prises fut d'éjecter les Subsahariens qui n'étaient pas considérés comme sud-africains pour laisser plus de place aux « autochtones » et leur donner des postes via la discrimination positive. C'est au nom de cette idée d'autochtonie que l'on a chassé les étrangers au pays et à la petite région notamment au Nigeria en 1983, en Côte d'Ivoire et au Kenya beaucoup plus récemment. La France, pays d'immigration ancienne, connaît aussi une telle tentation en période de crise et de partage de la redistribution.

Des problèmes ont été soulevés entre ceux qui se croient les dépositaires de la nationalité et les « immigrants » alors que toute la tradition africaine a été depuis des siècles d'être mobile. Cette mobilité s'est réduite avec la multiplication des barrières (frontières étatiques et limites historico-culturelles) et les migrations s'en trouvent diminuées. D'où les problèmes pour desserrer la population qui se trouve en trop grand nombre dans certains pays (Rwanda, Burkina Faso, etc.). Le régime rwandais de Kagame n'a pas hésité à soutenir militairement les migrants tutsis et assimilés en RDC et celui de Campaoré les nordistes ivoiriens contre le régime Gbagbo. Ce type de question a entretenu les conflits qui se sont déroulés en République Démocratique du Congo et en Côte d'Ivoire. A cela s'ajoute l'isolement

de certains pays et régions. L'enclavement concerne quinze pays subsahariens, dont l'Éthiopie, deuxième pays subsaharien par la taille démographique.

Au total, les migrations internationales subsahariennes qui concernent une population de l'ordre de 30 millions de personnes en 2014 se réalise encore à l'intérieur du continent. Un effet de loupe médiatique fait craindre une déferlante subsaharienne en Europe – sans avoir lieu cependant. On oublie aussi que le continent européen a disposé d'un exutoire en XIX<sup>ème</sup> siècle aux Amériques où sont partis plus de 60 millions de migrants pauvres. Enfin, le vieillissement européen accéléré supposera l'appel à du sang neuf pour rééquilibrer une pyramide des âges qui met en danger nombre d'équilibres économiques et sociaux. Bref, la puissance démographique africaine interpelle l'Europe par-delà une geste humanitaire et une peur malthusienne.

##### *5. La construction des États, l'ébauche d'une géopolitique autour de trois pôles et les défis d'une jeunesse impatiente*

Dire que l'État est impuissant en Afrique est un lieu commun – lancé par les Américains de la revue *Foreign Policy* et repris sans inventaire par les Européens – qui doit être nuancé. Le géographe que je suis constate que les frontières ne sont pas gardées, mais devaient-elles l'être ? En Afrique, les frontières sont des sources de richesse, c'est pourquoi on ne les supprime pas ! Autour du Nigeria, par exemple, on voit se constituer des lieux d'enrichissement liés au change Naira-Franc CFA et aux échanges commerciaux soutenus par les politiques différentielles de subvention. Le Nigeria subventionne par exemple son essence alors qu'elle est très chère dans les pays francophones voisins, d'où un commerce du carburant un peu partout dans des conditions très dangereuses. Autour de l'Éthiopie des troupeaux entiers de bovins partent en contrebande vers le Yémen et l'Arabie Saoudite. La contrebande reste partout une ressource économique très importante et fait vivre des pays comme le Bénin ou la Gambie et des pays en guerre ou sous perfusion.

Si la nation est toujours en construction dans le cadre d'un multiculturalisme de fait, l'État existe d'abord pour la reproduction des gens qui sont au pouvoir. Et dans un système multiculturel, les satrapes en poste – mêmes ceux qui pratiquent le pluralisme partisan et les élections compétitives – y parviennent en répartissant prébendes et fonctions de manière ethno-régionale. La stabilité est, en bien des cas, à ce prix. L'armée est rarement l'expression de chaque partie du territoire et l'éducation poursuit le projet colonial d'instruction quand elle a été généralisée. Ces



deux outils de construction nationale n'ont donc qu'un rôle mineur et ne sont pas relayés par un système fiscal trop fondé sur les seuls impôts indirects (droits de douanes, TVA) au lieu d'impôts sur le revenu ou le patrimoine, difficiles à estimer vu la place de l'informel. Il ne faut donc pas s'étonner que l'on observe comme l'a montré Charles Tilly, que la guerre est une manière de construire le pouvoir et de renforcer l'Etat<sup>3</sup> (l'histoire française est là pour le prouver).

Au vu de l'actuelle carte subsaharienne, trois grands pôles s'affirment à mon avis : le Nigeria, encore empêtré dans ses divisions et fractures béantes (on le regrette dans toute l'Afrique de l'Ouest), l'Éthiopie, un vieil État très pauvre, et l'Afrique du sud dont on déplore qu'elle n'agisse pas suffisamment en tant qu'État dominant dans sa sphère d'influence.

J'ai parlé des 50 % à 60 % de moins de 25 ans dans la population des pays africains. C'est un défi gigantesque qu'aucun continent n'a dû résoudre en si peu de temps. S'il faut éduquer, créer des emplois et préparer tous ses jeunes à les exercer, il convient de leur faire une place dans le système politique comme dans la société. Or, les aînés, les vieux verrouillent en bien des lieux l'ordre politique et social de manière drastique par l'instrumentalisation de la tradition, le patronage politicien ou les menaces sorcières. Le choix du conjoint dans le couple ou le rajeunissement des élites restent encore largement à l'ordre du jour. Dès lors, on comprend que cette jeunesse – quand elle ne constitue pas la piétaille des milices des chefs de guerre en RDC ou au Libéria ou une société anomique de la débrouille, des services sexuels, de la drogue et de la délinquance (voir le film *Bronx-Barbés*) dans les mégalo-poles subsahariennes – fait bouger les choses. Je citerai l'exemple du mouvement « Y en a marre » au Sénégal<sup>4</sup> et le « Balai citoyen » au Burkina Faso.

## 6. La France à la peine hors et dans son "pré carré"

Pourquoi la France perd-elle des parts de marché dans sa sphère d'influence (comme en Côte d'Ivoire) et surtout dans « les pays qui comptent » comme le Nigeria et l'Afrique du sud ? Le savoir-faire français, la connaissance que nos

---

<sup>3</sup> Charles Tilly: « *La guerre fait l'État et l'État fait la guerre* » (Charles Tilly, *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe*, Paris, Aubier, 1992.)

<sup>4</sup> Le mouvement *Y en a marre* a été lancé en janvier 2011 par un collectif de rappers, d'étudiants et de journalistes excédés par les nombreuses coupures d'électricité. Ce mouvement a fait campagne contre Wade pendant la présidentielle de 2012, suscitant une prise de conscience chez les jeunes qu'il encourageait à s'inscrire sur les listes électorales. Il tente de poursuivre sa dynamique au service du développement du Sénégal.

scientifiques, nos médecins, nos administrateurs, nos diplomates ont eu de l'Afrique, ne suffisent-ils plus à nous permettre de maintenir nos relations économiques avec ce continent ? C'est un problème sur lequel je n'ai pas de réponse définitive. J'ai quelques hypothèses, c'est tout.

Les 5 principaux partenaires commerciaux de l'Afrique subsaharienne (2012)

Pays	% des exportations l'ASS	% des importations de l'ASS	% du commerce extérieur total
Chine	16,0	17,1	16,6
Etats-Unis	12,1	6,3	9,2
Inde	7,9	6,1	6,9
Allemagne	3,6	4,5	4,1
France	3,6	4,1	3,9

Les parts de marché de la France dans 4 pays subsahariens (2000-2010)

Pays	Part du marché 2010 (FR)	Part du marché 2010(All)	Diminution France 2000 -2010
Nigeria	5,2%	3,5%	- 3,8%
Afrique du Sud	2,8%	12,4%	-1,5%
Côte-d'Ivoire	14,7%	2,1%	- 14%
Kenya	2,0%	3,4%	-2,2%

Il faut observer que l'intervention de la France en Afrique reste très régaliennne : c'est l'Etat français qui structure encore nos relations avec ce continent plus que nos entreprises ou notre "société civile", toutes deux très liées à l'Etat français. Et il le fait dans une atmosphère de connivence et de suspicion sans équivalent en Grande-Bretagne par exemple et en direction d'une zone qui n'est pas la plus développée ou la plus importante sur le plan géopolitique. Nous intervenons dans une zone qui n'est pas centrale dans le développement de l'Afrique subsaharienne : en 2013 le PIB de la zone francophone n'est que de 183 Mds USD quand il est de 1185 Mds USD pour la zone anglophone. À la différence d'autres pays qui

interviennent d'abord par le *business*, la migration, etc., nous intervenons par notre armée, très présente, et par la Banque de France qui gère le franc CFA dans quinze pays, dont deux pays non francophones (Guinée équatoriale et Guinée Bissau).

### *7. Comment trouver une place plus enviable?*

*Il nous faut de toute urgence changer de regard sur le sous-continent :*

- Il est important que nous prenions conscience que les Africains veulent maîtriser leurs affaires. À tous les niveaux (villages, chefferies), les populations souhaitent être autonomes. Quand une ONG, dans un élan de générosité, propose un puits ou une école aux habitants d'un village, ceux-ci ont le droit de refuser le puits ou l'école. Ce que nous croyons bon pour eux doit passer par le filtre de leur propre autonomie, de leur propre logique.

- Il convient de prendre conscience que nos technologies ne vont pas être adoptées telles quelles. L'Afrique subsaharienne est le pays de l'hybridation, dans tous les domaines, même dans le domaine religieux (les missionnaires peuvent en témoigner).

- L'Afrique a ses logiques propres, même si elles ne s'affichent pas, qu'il nous faut respecter. Quand vous, « blanc », arrivez dans un village, tout le monde va vous dire oui à tout... sauf que le oui ne veut pas dire oui ! Je pourrais citer de nombreux exemples. Initier une action locale ciblant les femmes sans solliciter les hommes est ainsi une erreur. Une société communautaire a des règles différentes d'une société individualiste.

- Dernier point, les Africains recherchent la souveraineté, non seulement dans le domaine politique, mais aussi dans le domaine alimentaire. Un exemple : les syndicats agricoles de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) ont fait capoter une conférence sur le coton à Cancún en 2003 où les Américains voulaient imposer leur prix.

Ces quatre points-clés m'amènent à formuler *quelques propositions pour repenser notre appui et nos interventions subsahariennes au mieux des intérêts des Africains et des nôtres :*

- Pour le géographe que je suis, la *question du peuplement* est essentielle et exige une approche élargie (bien au-delà de la distribution de pilules contraceptives ...). On parle beaucoup de la question des migrations (aujourd'hui, le Président de la

République inaugurerait – enfin – le Musée de l’immigration<sup>5</sup>). La France est elle-même un pays de migrations. Un tiers des Français ont des parents ou des grands parents qui ne sont pas nés français. Il en est de même en Afrique. La question des migrations à l’intérieur des pays africains se pose dans les mêmes termes qu’en France.

- Les nombreux travaux d’organismes comme le mien (IRD), sur les sols, sur le climat, sur les plantes ont révélé à la fois l’importance et la *fragilité des potentialités* en Afrique. Cela nécessite une gestion prudente compte tenu, en particulier, de la répartition de la population.

- À propos de la *condition féminine*, je crois fortement que la limitation et l’espacement des naissances s’imposeront naturellement à mesure que les pays africains s’enrichiront. On le constate déjà dans certains pays (l’Île Maurice, l’Afrique du sud) dont le taux de fécondité se rapproche de celui de la France. J’ai pu l’observer aussi en Inde et en Amérique latine. Plutôt que des campagnes à l’américaine de distribution de dérivés de la pilule et de stérilets, la question démographique en Afrique nécessite une approche beaucoup plus globale et systémique.

- En ce qui concerne *l’urbanisation*, nous, Européens, avons une représentation des immenses villes africaines, mais nous ne connaissons pas les villes petites et moyennes qui regroupent plus de population urbaine que les très grandes villes. Nous sommes effarés par Lagos. Il est vrai qu’un Français qui fait du *go slow* à Lagos n’y voit qu’une extraordinaire confusion. Pourtant, c’est structuré. Je sais qu’il y a en France des équipes urbaines qui ont une bonne expérience de ces questions.

- Me souvenant de l’époque où toute la gauche se préoccupait des prix agricoles, de la dette africaine... je m’étonne que l’accaparement foncier qui touche des millions d’hectares ne soulève guère de militantisme dans notre pays. L’agriculture familiale paysanne a encore un avenir en Afrique. 500 millions de personnes vivent aujourd’hui dans le milieu rural et, selon les projections, ils seront encore plus nombreux en 2050. Par ailleurs, dans les villes, les emplois industriels, formels, ne seront pas tous au rendez-vous. L’agriculture a donc un avenir. Je ne parle pas de l’agriculture agro-industrielle que j’avais étudiée en 1972 même si *Unilever* revient en Afrique avec ses grandes plantations. *La petite agriculture paysanne* peut livrer des produits agricoles que les « bobos » recherchent : utilisant très peu d’engrais (10

---

<sup>5</sup> Le lundi 15 décembre 2014, le président François Hollande a inauguré le musée national de l’histoire de l’immigration (Palais de la Porte Dorée), seul musée national à n’avoir jamais été officiellement inauguré depuis son ouverture, 7 ans plus tôt.

kg/hectare au maximum dans les cultures d'exportation), les agricultures africaines sont proches des agricultures « biologiques ».

- La *formation des compétences* est une question essentielle. Un des problèmes de l'école en Afrique, c'est qu'elle est restée trop proche du modèle britannique – avec le *General Certificate ordinary level* ou *Advanced Level* – ou du modèle français, avec le bac et toutes les dérives que Monsieur le ministre connaît bien. L'Afrique manque de techniciens moyens. Elle a de grands médecins, qui d'ailleurs travaillent souvent en France ou en Angleterre. Mais ce qui manque cruellement dans le dispensaire de brousse, c'est l'infirmier qui sache faire un diagnostic et soigner les gens sans avoir besoin d'un énorme accompagnement technologique. C'est vrai dans tous les domaines. La compétence du technicien moyen est très importante.

- Enfin, je préconiserai la « *réinvention de la tradition* ». La condition des femmes en Afrique, le rapport à la modernité ne peuvent pas évoluer dans l'imitation immédiate du modèle européen. L'employé en costume cravate qui vous accueille dans une poste africaine semble imiter le bureaucrate français, mais c'est une apparence. L'évolution des sociétés africaines peut être décrite par ce que le grand historien britannique Eric Hobsbawm a appelé « la réinvention de la tradition »<sup>6</sup>. Nous-mêmes réinventons sans arrêt la tradition, républicaine par exemple.

Voilà mes propositions pour repenser la relation de la France avec l'Afrique subsaharienne. Merci.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT
-------------------------

Merci, M. Courade, pour ces grilles de lecture simples qui permettent d'accéder à une réalité infiniment complexe.

Je donne la parole à M. Glaser, auteur de « *AfricaFrance. Quand les dirigeants africains deviennent les maîtres du jeu* » (Fayard, 2014).

---

<sup>6</sup> *The Invention of Tradition*, recueil d'études publié sous la direction d'E. Hobsbawm & T. Ranger, Cambridge, *Cambridge University Press*, 1983.

*De la Françafrique à l’AfricaFrance*

Je crains d’être beaucoup moins structuré que Georges Courade.

Je dois tout d’abord avouer que j’ai longtemps hésité à intervenir dans ce colloque. Je ne suis en effet, ni responsable politique, ni analyste, ni chercheur et ce n’est pas, à mon avis, le rôle du journaliste de répondre à la question « *Que peut faire la France en Afrique subsaharienne* » ?

Toutefois après avoir analysé, décrypté et commenté, pendant plus de quarante ans, la politique africaine de la France, je suis devenu – à mon corps défendant – une sorte de spécialiste de la « Françafrique ».

La Françafrique, un terme qui a deux acceptions :

Celle de l’ancien président Félix Houphouët-Boigny et de Jacques Foccart, le « Monsieur Afrique » du général de Gaulle. Tous deux croyaient sincèrement à une communauté de destin entre la France et l’Afrique.

Et la seconde, la Françafrique de tous les réseaux affairistes, critiquée par un certain nombre d’associations des droits de l’homme qui dénoncent les relations incestueuses entre certains dirigeants africains et leurs réseaux d’influence en France.

Je ne vais pas m’éterniser sur cette période révolue. Je crois toutefois qu’il n’est pas possible de comprendre les difficultés de la France à engager un nouveau type de relations et un dialogue équilibré avec ce continent sans rappeler ce qu’a été la période si particulière de la guerre froide qui a suivi les indépendances africaines.

De 1960 jusqu’à la chute du mur de Berlin en 1989, la France a vécu dans ses anciennes colonies d’Afrique occidentale et centrale une période historique singulière, atypique : la mise en place d’un système – totalement intégré – politique, militaire, diplomatique, économique et financier.

Comme tout système, il avait sa propre cohérence interne.

Au plan politique : un certain nombre de dirigeants africains avaient été ministres ou députés en France avant les indépendances (je pense au président sénégalais Léopold Sédar Senghor ou le président ivoirien Félix Houphouët-

Boigny). Tous avaient baigné dans l'histoire de France et sa politique assimilationniste.

Sur le plan militaire et stratégique, des clauses secrètes dans les accords de défense garantissaient à la France l'accès prioritaire à des matières premières, en particulier pétrolière et minières, comme l'uranium. En contrepartie, l'ex-métropole garantissait aux dirigeants africains, qu'elle avait souvent cooptés, leur maintien au pouvoir.

Au plan diplomatique, la France bénéficiait aux Nations Unies d'un bloc de 14 voix qui ne lui faisaient jamais défaut. Ces voix d'Afrique sub-saharienne lui ont permis de poursuivre ses essais nucléaires dans le Pacifique ou d'écarter, par exemple, les résolutions proposées par les Américains condamnant la France pour la guerre d'Algérie.

Au plan économique, pendant près de trente ans, les entreprises françaises ont évolué dans un espace hyper protégé :

La concurrence était très faible : au nom de la lutte contre l'implantation de l'Union soviétique en Afrique, les alliés occidentaux de la France lui laissaient le contrôle des marchés de ses anciennes colonies. L'aide était liée : tous les projets financés par la France en Afrique étaient attribués *de facto* aux entreprises tricolores. La Zone franc, avec le franc CFA d'avant la dévaluation de janvier 1994, permettait aux entreprises françaises de transférer librement leurs bénéfices avec une parité fixe. De même, les conventions d'établissement signées avec les États africains leur étaient extrêmement favorables, en matière fiscale notamment. Enfin, ces entreprises ont longtemps vécu en situation de monopole avec des clauses de protection de leurs industries. Le moindre petit problème que rencontraient ces entreprises se réglait dans la journée par un coup de fil de l'ambassadeur de France au président du pays concerné.

Bref, un certain nombre de ces entreprises se sont longtemps crues chez elle dans les pays africains et ont eu du mal à prendre la mesure de la nouvelle donne sur le continent : l'arrivée des puissances émergentes, en particulier chinoise, indienne et turque et, surtout, l'ouverture des marchés à leurs alliés traditionnels européens et américains. D'autant qu'au moment où les pays occidentaux arrivaient au bout d'une décennie d'annulation des dettes des pays africains, ces derniers se ré-endaient auprès de la Chine.

Et ce n'est plus une aide au développement à l'étiage qui peut changer la donne.

Au cours de la dernière décennie, la France a perdu environ la moitié de ses parts de marchés, que ce soit dans les pays du Maghreb ou en Afrique subsaharienne. Ils ont été réduits de moitié, de plus de 10% à 5%, même si en volume les exportations globales augmentent en raison de la croissance de certains pays. Mais même l'Allemagne, 4<sup>ème</sup> exportateur vers ce continent, est passée devant la France.

Pour toutes les statistiques et la perte d'influence de la France en Afrique, je vous renvoie à l'excellent rapport d'information des sénateurs Jeanny Lorgeoux et Jean-Marie Bockel (« *L'Afrique est notre avenir* ») paru en octobre 2013 ainsi que celui d'Hubert Védrine, commandé en décembre 2013 par le ministère de l'économie et des finances (« *Un partenariat pour l'avenir* »).

Tout y est. Comme le dit si bien Védrine, non sans euphémisme : « *la France ne semble pas avoir totalement pris la mesure du nouveau contexte africain, ni de la bataille économique qu'elle doit y livrer* ». L'ancien ministre des Affaires étrangères pointe du doigt, entre autres, la désastreuse politique des visas qui fait fuir les hommes d'affaires et les étudiants vers d'autres horizons ainsi que le mépris de la diaspora africaine en France.

J'irai plus loin. La France a aussi sans doute sous-estimé des dirigeants africains qui, même dans son pré carré, n'étaient déjà plus depuis très longtemps dans un rapport de dépendance. Loin d'être des pantins et des « béni-oui-oui », ils ont, plus souvent qu'on ne le croit, su manœuvrer et instrumentaliser leurs interlocuteurs à Paris, au-delà même de leurs propres réseaux d'influence. Et aujourd'hui, ils ont le monde entier dans leur salle d'attente.

Pour faire court, le maintien, voire le déploiement de l'armée française dans son pré carré traditionnel ne doit pas servir de cache-misère à une présence française en déshérence.

« *Laissons la France assurer la sécurité, nous on fait des affaires* » chuchotent les partenaires traditionnels de Paris.

Le paradoxe est que dans cette Afrique mondialisée – où la Chine est partout ! – chaque ancienne puissance coloniale demeure dans son pré carré. Et ce n'est pas le fait que de la France.

Le Royaume-Uni qui, contrairement à la France, a maintenu son aide au développement sur le ratio de 0,7% de son revenu national brut (RNB) ne met quasiment plus d'argent bilatéral dans les pays de la zone sahélo-saharienne.

On a même vu que pour les opérations de lutte contre Ebola, les Britanniques n'interviennent qu'en Sierra Leone, les Français en Guinée et les Américains au



Libéria (créé en 1822 pour les esclaves noirs américains libérés). On a l'impression que c'est quelque chose qui est acquis, qui ne change absolument pas. Aujourd'hui, à l'heure où nous parlons, le Forum international de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique, dont tous les participants sont francophones, se déroule dans la capitale sénégalaise en présence de notre ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian. Au même moment, se tient à Abuja le sommet des chefs d'État d'Afrique de l'ouest sur la sécurité, avec Goodluck Ebele Jonathan, Président du Nigeria et la présidente de la Commission de l'Union africaine, Mme Dlamini-Zuma ! On a l'impression que chacun reste dans son pré carré et cela ne facilite pas la coordination générale sur ce qu'il faut faire en Afrique.

D'où l'importance pour la France de se réinventer par une connaissance de l'Afrique réelle qui ne lui ressemble pas. Il faut sortir de l'ambiguïté franco-africaine. Il ne sert à rien de passer d'une « Françafrique incestueuse » à une « Françafrique vertueuse » car cela reste une forme de Françafrique. Et tout ce qui vient de Paris est sur-interprété, que ce soit par les dirigeants africains ou leurs opposants.

Pour sortir cet anachronisme historique, la France doit totalement changer de logiciel dans la nouvelle AfricaFrance. La France n'a pas d'amis en Afrique, mais ses interlocuteurs sont des Africains mondialisés qui entendent être respectés, sans forcément être francophiles, même s'ils sont francophones.

Ces Africains attendent de la France qu'elle enseigne dans ses écoles, non seulement l'histoire de la période coloniale – et ce que l'Afrique et ses soldats ont apporté à la France pendant les deux guerres mondiales (tirailleurs sénégalais...) – mais l'Afrique des civilisations rayonnantes de l'antiquité, des traditions orales, des royaumes, des ethnies, de toutes les cultures, des fantastiques potentialités de ce continent qui n'est pas un pays.

Il y a, autant en Afrique que dans la diaspora africaine en France, un problème identitaire et une soif de reconnaissance extrêmement forte. Les prémices d'un *Black Caucus* à la française sont déjà perceptibles. Faute d'être écoutés les Africains vont se constituer en bloc communautaire.

Pendant un demi-siècle, la France n'a dialogué en Afrique qu'avec les dirigeants qu'elle avait souvent cooptés au pouvoir. Contrairement à certains de ses concurrents, elle connaît mal les sociétés civiles africaines qui sont aujourd'hui à la manœuvre pour changer leur pays.

Au Sénégal, c'est le mouvement sénégalais « *Y en a marre* » qui a vraiment fait renoncer le président Abdoulaye Wade à se maintenir au pouvoir.

Au Burkina Faso, c'est la mobilisation des jeunes du « *Balai citoyen* » qui a fait chuter Blaise Compaoré. Pas seul bien évidemment. Sans doute le fait qu'une partie de la bourgeoisie burkinabé n'avait plus accès aux marchés verrouillés par des proches du chef de l'État a-t-il aussi joué.

Demain, d'autres peuples africains avec une population tout aussi jeune – qui n'ont que faire de la Tour Eiffel – vont se soulever contre des pouvoirs issus ou héritiers de la période de la guerre froide. Ce n'est qu'une fois qu'elle aura abandonné toute attitude paternaliste que la France pourra défendre sur ce continent ses intérêts stratégiques et économiques au même titre que les puissantes émergentes.

Si aujourd'hui la France se « bunkerise » et ne va pas à la rencontre d'une Afrique mondialisée, elle subira demain les retombées négatives du bouillonnement d'un continent de 2 milliards d'habitants sans profiter de ses nouvelles opportunités économiques et culturelles.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Qu'est-ce qui nous empêche de « laisser l'Afrique aux Africains » ? Si le rapport de l'Afrique avec la France est incestueux, ne vaudrait-il pas mieux le rompre ?

ANTOINE GLASER

C'est une question de générations. Je connais bien les milieux d'affaires en France. On y rencontre les enfants des gens qui étaient en Afrique à l'époque où 50 000 Français faisaient tourner la machine à Abidjan et étaient présents à tous les niveaux de toutes les administrations tandis que le président Houphouët-Boigny gérait l'Afrique de jour avec ses conseillers français à la présidence et l'Afrique de nuit, avec ses réseaux informels africains le soir. Aujourd'hui on constate une prise de distance chez les jeunes Africains. Seules les anciennes générations veulent maintenir un lien étroit entre la France et l'Afrique. Les choses sont en train de changer mais on a l'impression qu'en France on vit encore dans un anachronisme historique.

GEORGES COURADE

Je suis tout à fait d'accord avec ce que vient de dire Antoine Glaser.

Quand je suis arrivé au Cameroun en 1970 il y avait 15 000 étudiants. Ils sont aujourd'hui entre 200 000 et 300 000. Les professeurs français, nombreux à l'époque, sont maintenant très minoritaires. Nous entrons dans une nouvelle donne où les échanges entre francophones se font sur la base de l'égalité. De même que nous étudions ce qui se passait dans la banlieue de Yaoundé, les Africains observent ce qui se passe en Seine-Saint-Denis pour faire des recherches croisées, à égalité. C'est en allant dans ce sens qu'on peut sortir de la Françafrique.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Devant le phénomène démographique que vous décriviez tout à l'heure, 180 millions d'Africains en 1950, 960 millions aujourd'hui, 2,1 milliards en 2050, il n'est pas nécessaire d'avoir lu Engels pour comprendre que le changement de quantité introduit un changement de qualité. Face à cette croissance démographique impressionnante, montée de la vie et source de croissance, il faut investir, notamment dans la formation. Avant d'arriver à l'université il faut alphabétiser, donner une formation élémentaire, puis secondaire... ce n'est pas si simple ! La France ne pourrait-elle pas dans ce domaine faire beaucoup plus qu'elle ne fait ?

Vous avez pointé le caractère régalien de la présence de la France (l'armée, la monnaie ...) mais j'observe que la sécurité est aussi une condition du développement.

Mais nous allons aborder le problème par le biais de la formation en écoutant M. le Recteur Cerquiglini.

*L'enseignement supérieur comme levier du développement de l'Afrique.*

La jeunesse africaine est fidèle à l'affirmation de Léopold Sédar Senghor : « Il y a trois priorités, l'éducation, l'éducation et l'éducation ; et même une super priorité... l'éducation ».

Oubliez tout ce que vous avez lu, oubliez tout ce qu'on vous a dit. L'enseignement supérieur en Afrique est à l'évidence un des réacteurs de la fusée qui est en train de décoller.

Que peut la France ? Ses universités, ses laboratoires, ses chercheurs doivent miser sur l'enseignement supérieur africain et accompagner son développement dans une perspective collégiale. Il n'est plus question d'assistance mais de coopération. L'université émergente est un des signes forts du développement de l'Afrique.

La France doit miser sur l'enseignement supérieur pour deux raisons :

La conviction que l'enseignement supérieur est un levier principal du développement est une idée neuve dans les organisations internationales (UNESCO, Banque mondiale etc.). Si on a longtemps misé sur l'enseignement primaire (des maîtres, des écoles), on insiste maintenant sur la formation de ces maîtres dans l'enseignement supérieur où sont aussi formés les techniciens, les médecins, tous les cadres dont les pays africains ont besoin. La Banque mondiale finance activement l'enseignement supérieur africain, levier du développement.

La deuxième raison est que l'université africaine est spectaculairement en émergence. On observe à Abidjan, à Nouakchott, des universités reconstruites totalement, physiquement et intellectuellement. Personne ne le sait, personne ne le dit.

Nous le savons à l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), la plus importante association d'universités au monde : 804 établissements d'enseignement supérieur dans 102 pays. En Amérique latine nous venons de recevoir l'adhésion de la *Universidad Nacional Autónoma de México* (UNAM), 330 000 étudiants, la plus grande université d'Amérique latine (où les universités les plus importantes sont désormais adhérentes à l'AUF). En Chine nous avons 7, bientôt 15 et 20 établissements supérieurs adhérents. La plus grande association internationale

d'universités est aussi la seule fondée sur une langue, le français. Cela montre que le français, langue de recherche de l'enseignement supérieur, n'est pas du tout en déclin. En effet, nous ne réclamons pas ces adhésions, elles nous arrivent. L'AUF est aussi l'opérateur des sommets pour l'enseignement supérieur et la recherche. À ce titre elle est dotée de financements aux trois-quarts français, de personnels et d'implantations. Elle dispose de dix bureaux régionaux (les bureaux africains sont sis à Rabat, Dakar, Yaoundé, Tananarive) et d'implantations partout dans le monde, notamment nos fameux campus numériques francophones, une cinquantaine d'endroits sécurisés, sûrs, climatisés, bourrés d'ordinateurs, où l'on vient se former, travailler sur des ordinateurs, suivre des cours à distance, passer des examens en visio-conférences, suivre les cours du Collège de France, débattre etc. Mes prédécesseurs, depuis 1991, ont fait ce pari fou du numérique, de l'Internet pour l'Afrique. En 1991, nous avons ouvert notre premier campus numérique à Dakar avec des minitels, nous en sommes aux tablettes et aux ordinateurs à faible consommation : l'AUF, c'est la francophonie de terrain. Nous avons du personnel partout, à Bujumbura, à Abuja, à Lagos, à Bamako etc. Des campus numériques de l'AUF fonctionnent aujourd'hui dans des conditions difficiles, à Alep, à Damas, à Bamako, à Bangui. Abdou Diouf me disait encore récemment<sup>7</sup> que, partout où il arrivait, quelqu'un de l'AUF l'attendait.

Un mouvement de fond de jeunes Africains qui veulent s'instruire, qui vont à l'école et à l'université, balaye les tyrans. On l'a vu au Burkina avec le départ de Blaise Compaoré, on l'a vu au Sénégal avec Wade. Les chiffres sont là : 300 000 étudiants ici, 500 000 ailleurs. Le ministre ivoirien nous disait il y a quelques jours qu'il pourrait ouvrir une université à chaque rentrée universitaire. L'Algérie, qui aura demain 1,2 millions d'étudiants, va recruter dans les années qui viennent 30 000 maîtres de conférences. C'est une explosion. Et les infrastructures suivent. La Banque mondiale finance. Nous n'avons jamais eu d'aussi brillants ministres africains de l'enseignement supérieur. Ils étaient réunis à Paris ce 12 décembre : l'Ivoirien, le Tunisien, le Sénégalais (un très brillant mathématicien). Ils ont le soutien de leurs présidents, des investisseurs, de la Banque africaine de développement<sup>8</sup>, pour reconstruire l'enseignement supérieur, d'où le rôle de l'AUF qui aide à rebâtir les *curriculum vitæ*, à améliorer la gouvernance, à créer des

---

<sup>7</sup> Le 31 décembre 2014, Mme Michaëlle Jean succèdera à M. Abdou Diouf au poste de secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF).

<sup>8</sup> La Banque africaine de développement est une banque multinationale de développement dont le siège se trouve à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

laboratoires etc. Ce mouvement de fond est celui d'une jeunesse mondialisée, qui n'est pas forcément disposée à adopter les procédés français. Il faudra hybrider les modèles. Nous hybridons en francophonie : les modèles français, belge, québécois... afin d'éviter que les modèles francophones d'outre-Atlantique l'emportent.

C'est en coopération avec ces jeunes entrepreneurs africains, ces jeunes étudiants, ces jeunes universitaires que nous participons à construire, dans un esprit universitaire, leur gouvernance, leurs laboratoires, leurs *curriculum vitæ*, leurs façons d'enseigner.

Il faut mettre la priorité sur ce qui a une plus-value aux yeux d'une jeunesse africaine en pleine expansion, avide d'éducation primaire, secondaire et supérieure, de formation professionnelle. Ils déboulent dans l'université comme une vague ou « un orage désiré », pour citer Chateaubriand<sup>9</sup>.

Que peut faire la France ?

L'enseignement supérieur forme les cadres et les grands bailleurs, l'AFD (Agence française de développement), suivent. En effet, depuis quelques années, l'AFD se préoccupe d'enseignement supérieur. Les besoins sont donc énormes. L'université de Dakar atteignant 90 000 étudiants, on avait ouvert, en délestage, cinq universités (à Ziguinchor, à Thiès etc.) mais il y a de nouveau 90 000 étudiants à Dakar.

Les murs ont été bâtis, ils sont de qualité, il faut maintenant moderniser un contenu qui tient souvent de la « vieille Sorbonne ». En Côte d'Ivoire tout a été détruit pendant la guerre civile, ce pays en a profité pour reconstruire ses universités et repenser leur fonctionnement : le numérique, les cours en ligne, la gouvernance, les *curriculum vitæ*. Les Ivoiriens sont passés au système licence-*master*-doctorat. Un *Erasmus* africain est totalement concevable. L'université, sous nos yeux, a franchi une étape décisive. Reste à diversifier l'offre en l'étendant à de nouveaux domaines, à créer des laboratoires, des équipements didactiques, à faire en sorte que chaque universitaire africain maîtrise les technologies de l'information et de la communication pour l'éducation. C'est la grande demande des ministres. L'Afrique a sauté une génération au plan de la technologie, tout Africain dispose d'un téléphone mobile, bientôt d'un téléphone intelligent. L'AUF pilote avec Orange une opération en Côte d'Ivoire, au Mali et bientôt en Mauritanie pour

---

<sup>9</sup> « *Levez-vous vite, orages désirés qui devez emporter René dans les espaces d'une autre vie !* » (*René* (1802) de François-René de Chateaubriand)

doter les jeunes internes en médecine de tablettes numériques bourrées de cours, de contenus, d'aide au lit du malade. Désormais les Africains ont besoin de contenus pour ces tablettes, et non plus des livres. Il faut accompagner le passage au numérique.

Il faut améliorer les taux d'encadrement. J'ai parlé de 30 000 maîtres de conférences recrutés en Algérie dans les années qui viennent. Les chiffres sont comparables en RDC et au Cameroun.

On doit encore favoriser une meilleure gouvernance. Les recteurs africains ont les mêmes problèmes que les recteurs français ou canadiens pour internationaliser, aider à la mobilité... Ils savent que les étudiants doivent bouger. Aujourd'hui se met en place une mobilité sud-sud. De bons laboratoires, de bonnes universités en Afrique reçoivent des étudiants des différents pays africains. La transhumance vers le nord va s'estomper au profit d'une coopération sud-sud. Cette question est posée par la conférence des recteurs africains. Dans cet objectif, nous avons ouvert à Yaoundé un institut francophone de gouvernance universitaire pour former les recteurs, les vice-recteurs, les secrétaires généraux. Les bonnes pratiques observées en France, en Belgique, au Liban, au Québec, peuvent être proposées aux collègues africains afin qu'ils améliorent leur gouvernance. Une université doit se gérer, cela suppose des règles et un dialogue social parfois difficile à instaurer en Afrique.

On a déjà parlé de la nécessité d'investir dans des formations courtes et professionnalisantes. Les universités ont besoin que nous les aidions à organiser, sur le modèle des IUT et des BTS qui ont si bien marché en France ou des cégeps (collèges d'enseignement général et professionnel)<sup>10</sup> du Québec, des formations Bac + 2, Bac + 3 professionnalisantes qui correspondent à des besoins sur le marché de l'emploi.

Enfin, il faut investir dans les sciences humaines (anthropologie, sociologie). La réouverture d'un département de sociologie est un marqueur de démocratie. Quand on rouvre la sociologie à l'université, c'est que les choses vont mieux. Or ces départements se rouvrent partout, c'est bon signe. L'essor des sciences humaines est un signe du développement de cette Afrique qui a besoin de réfléchir à la façon de

---

<sup>10</sup> Implantés dans toutes les régions du Québec, les cégeps constituent le premier niveau de l'enseignement supérieur. Avec 48 établissements publics et des écoles nationales à vocation spécifique telles que l'École nationale du meuble et de l'ébénisterie ou l'École nationale d'aérotechnique, ils proposent, dans un environnement multiculturel francophone, plus de 130 programmes d'études.

repenser sa tradition et de l'ouvrir à la modernité. Pour cela il faut des anthropologues africains ayant travaillé sur l'Afrique mais aussi sur nos banlieues.

J'insiste sur la nécessité de favoriser l'accès à Internet. À Madagascar, une formation des maîtres à distance s'opère grâce à des téléphones (via Orange, notre opérateur national), les contenus arrivent par le numérique. Une baisse des coûts d'Internet et des frais de douane pour l'importation des téléphones et des tablettes serait souhaitable.

L'Afrique s'est saisie de la technologie, l'Afrique a de bons ministres et des présidents qui les soutiennent. Les grands financeurs ont compris que l'enseignement supérieur doit être aidé. Il faut travailler collégialement, proposer des formations, des cursus, des modèles de gouvernance, des *curriculum vitæ* modernisés – la conférence des doyens de facultés francophones y travaille -, mettre des cours en ligne massivement

Tout cela est nécessaire parce que l'enseignement supérieur est un levier et que l'enseignement supérieur africain est en émergence.

Une troisième raison dont l'AUF est consciente : Il y a urgence. Depuis un siècle les universités des États-Unis se sont développées grâce au drainage des cerveaux européens, indiens, chinois. Demain, ce seront les cerveaux africains. Si nous voulons que la francophonie perdure, il faut aussi aider à développer un enseignement supérieur francophone en Afrique. Sinon, les Américains, qui sont déjà derrière la porte et distribuent des bourses, attireront les meilleurs cerveaux africains.

La francophonie est un combat. Nous devons nous battre, avec nos amis africains, pour que le français reste une grande langue de savoir et de formation, en Afrique comme ailleurs.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT
-------------------------

Merci, Bernard Cerquiglini, pour cet enthousiasme rafraichissant.

Pourriez-vous nous en dire plus sur sur la formation des enseignants de l'enseignement supérieur ?



BERNARD CERQUIGLINI

Aujourd'hui, comme la France, l'Afrique se préoccupe de la formation des enseignants du supérieur. Grâce au CAMES (Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur) qui recrute les enseignants africains et leur donne des promotions, les recteurs africains se préoccupent maintenant de pédagogie, de numérique, de gouvernance et de formation scientifique, manifestant une préoccupation de la formation des universitaires analogue à celle que l'on rencontre en France, au Québec et en Belgique, en particulier à propos du doctorat comme prérequis. L'AUF considère qu'un universitaire doit être recruté au niveau du doctorat. Ce n'est pas encore le cas mais c'est une priorité que se sont fixée les recteurs africains. Et ils vont s'en donner les moyens. De même, le Vietnam, où 17 % des enseignants du supérieur sont docteurs, vient de lancer une sorte de « *gospian* » : 20 000 docteurs formés dans les années qui viennent pour les universités. Il y a vingt ans cela aurait été du rêve ; aujourd'hui c'est une perspective.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

J'observe qu'en France, beaucoup des enseignants du supérieur sont encore des PRAG (PROfesseurs AGRégés). Cela ne va pas aussi vite que cela. Mais ce que vous avez indiqué est juste et profond, l'enseignement supérieur est un levier essentiel.

J'observe que l'Afrique est infiniment compliquée. On n'a pas beaucoup parlé d'économie. L'importance des matières premières et des produits agricoles bruts dans l'économie africaine confère un aspect rentier à la croissance de l'Afrique. L'évaluation des classes moyennes oscille entre 50 millions et 300 millions, l'aiguille se balade ! Nous sommes tous très conscients que dans notre discours sur « les Afriques » il y a beaucoup d'incertitudes et que nous ne savons pas toujours de quoi nous parlons. C'est le commencement de la sagesse.

L'intitulé du colloque est : « Que peut faire la France... ? ». Je rappellerai, du point de vue du politique, les conditions dans lesquelles a été prise la décision de l'intervention au Mali. Les autorités algériennes espéraient faire basculer du bon côté le groupe *Ansar Dine* ("Défenseurs de l'islam") qui a malheureusement basculé

du côté d'AQMI (Al-Qaida au Maghreb islamique). C'est ce qui a déclenché une intervention française très rapide où notre pays a montré qu'il était capable de la mener sur tous les plans, à l'ONU, en coopération avec l'Union africaine (et ses organisations régionales), avec l'Union Européenne et quelquefois en bilatéral, par exemple avec l'Algérie. La France a été à la hauteur d'une tâche compliquée, démontrant son art des synergies. Je ne dis rien de plus parce que, pour le reste, cela nous entraînerait trop loin.

Je me tourne vers l'éminent spécialiste des Afriques qu'est M. Gompertz. Il a occupé le poste de directeur de la direction Afrique au Quai d'Orsay, ce qui lui donne une vue assez générale de cette immense complexité où la France « peut peu » parce que la dynamique africaine est forcément la plus forte. Notre propos est de voir comment nous pouvons intervenir, si possible utilement. En effet, je ne suis pas partisan de l'intervention pour l'intervention, même sur le plan militaire. Il serait préférable de pouvoir l'éviter mais pour assurer la sécurité, condition du développement, on ne peut pas tout à fait s'en passer. Une forme d'ultime recours est nécessaire, ne serait-ce que pour garantir la présence de forces de maintien de la paix de l'ONU, qui n'accepteront de venir que s'il y a une force d'intervention rapide, même très petitement calibrée.

La question que je pose est économique et politique : Comment, avec nos petits moyens, en période de disette budgétaire, peut-on agir intelligemment, si tant est qu'on le puisse ?

La question est vaste, difficile. Je me tourne vers vous, Monsieur l'ambassadeur.

*Qu'est-ce que la France peut faire en Afrique ?*

Je n'ai pas la prétention d'apporter une réponse exhaustive à cette question difficile. Mais je vais essayer d'aborder quelques éléments tirés de ma petite expérience.

Je commencerai par trois remarques préliminaires.

Vous venez de le dire, Monsieur le ministre, il faut être modeste et nous devons éviter deux écueils contradictoires :

Le premier écueil dont Antoine Glaser a parlé, est la tentation de considérer que nous sommes tout puissants en Afrique, au moins dans la partie de l'Afrique qui nous est la plus familière, l'Afrique francophone, comme au bon temps de la « Françafrique ». C'est fini. Et les dirigeants politiques ou les dirigeants d'entreprises qui vivraient encore avec cette illusion n'iraient sans doute pas très loin. De même, M. Courade a insisté sur ce point, nous devons respecter une relation d'égalité avec les Africains. Dans mes contacts avec l'Union africaine, quand j'étais à Addis-Abeba, j'ai souvent entendu l'expression « appropriation africaine » (*African ownership*). Les Africains veulent maîtriser leurs propres affaires et vouloir essayer de régler leurs affaires à leur place serait la pire des erreurs.

L'erreur inverse serait de nous désengager à l'excès et de baisser les bras, nous résignant au fait que l'Afrique est en train de nous échapper, que d'autres sont en train de prendre notre place, notamment sur le terrain économique. Il est vrai que nous avons perdu des parts de marché en Afrique, y compris en Afrique francophone (sur nos positions « historiques »), non seulement au profit de la Chine ou de l'Inde mais également vis-à-vis de l'Allemagne et des États-Unis. En même temps, comme l'indique le Rapport Védrine – Zinsou<sup>11</sup>, « *La baisse relative des parts de marché de la France entre 2000 et 2010 cache en réalité un doublement des exportations françaises vers l'Afrique subsaharienne, ce qui signifie*

---

<sup>11</sup> *Un partenariat pour l'avenir : 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France* (par Hubert Védrine, Lionel Zinsou, Tidjane Thiam, Jean-Michel Severino, Hakim El Karoui) : rapport remis au ministre de l'économie et des finances en décembre 2013.

que la France a d'ores et déjà bénéficié de la croissance africaine (...) Ces 10 Md USD d'exportations supplémentaires auraient ainsi créé de l'ordre de 80 000 emplois en France entre 2000 et 2011 ». Certes nous avons perdu des parts en chiffres relatifs (notre part de marché est passée de 10,1 % en 2000 à 4,7 % en 2011) mais je dirai que c'est normal et sain, cela signifie que les pays qui étaient – et sont encore – proches de nous ne sont plus cantonnés à un tête-à-tête un peu incestueux avec la France qui était une situation tout à fait anormale. Il est bon que d'autres pays viennent occuper leur place. J'ai pu voir sur le terrain que les équipements fournis par la Chine (que l'on a longtemps critiqués) sont dans la plupart des cas extrêmement utiles, qu'il s'agisse de téléphones, de routes ou d'usines. Donc, vive la concurrence ! Mais ne croyons pas que nous ayons perdu nos chances, nous avons encore beaucoup à faire.

Quand on demandait à Macmillan ce qui déterminait au premier chef la politique britannique, il répondait : « *Events, my dear, events* ». Restons modestes : les événements peuvent nous amener à changer nos plans, si ambitieux soient-ils. Le Président Sarkozy avait décidé un plan de réorganisation de nos forces en Afrique mais les événements du Mali et de la RCA, que nous n'avions pas prévus, nous ont amenés tout à fait naturellement à repenser notre dispositif militaire. Nous devons tenir compte des événements et être réalistes.

La perception de l'Afrique change. Sommes-nous en train de tomber de l'afropessimisme dans l'afro-optimisme ? Peut-être. J'aurais tendance à me placer parmi les afro-optimistes, malgré tous les bémols que M. Courade a fort justement apportés. J'ai le sentiment que le continent change de façon drastique, notamment, comme l'a dit Bernard Cerquiglini, du fait du développement très rapide de l'enseignement et du passage à « l'université 2.0 » (Internet, téléphonie mobile, nouveau mode de gouvernance). Un exemple parmi beaucoup d'autres : au Cap Vert, les autorités administratives correspondent avec les citoyens par SMS. L'ère du papier est terminée. Certes, le Cap Vert est un tout petit État mais, quand je suis entré au Quai d'Orsay, c'était un des plus pauvres parmi les PMA. Les choses changent radicalement, la technique est au rendez-vous.

Au risque de paraître provocateur, je dirai que, même si l'on peut nous reprocher beaucoup de choses (tels les excès de la Françafrique), nous ne devons pas jeter le

bébé avec l'eau du bain mais, à bien des égards, continuer l'action menée, peut-être en l'améliorant.

Lecteur assidu de la *Lettre du continent* quand je m'occupais d'affaires africaines et aussi à Addis-Abeba, je dois vous faire un aveu [*s'adressant à Antoine Glaser, ancien directeur de la Lettre du Continent*] : je n'ai jamais su résoudre les devinettes de la *Lettre du continent*. C'était trop compliqué pour moi. J'étais toujours perplexe quand il s'agissait d'identifier le mystérieux « visiteur du soir » dans tel ou tel palais... Mais je lisais toujours la *Lettre du continent* – et la *Lettre de l'Océan indien* – avec beaucoup de plaisir et j'y ai appris beaucoup de choses. Je précise aussi que quand j'étais directeur d'Afrique, je n'ai jamais rencontré Me Bourgi<sup>12</sup> (sauf une fois à un dîner où, très loin l'un de l'autre, nous ne nous sommes pas parlé) et je n'ai jamais voulu l'approcher.

Malgré les dérives et les excès du passé nous avons quand même fait de bonnes choses.

Vous venez de le dire, Monsieur le ministre, le premier domaine dans lequel nous devons continuer notre action, si le besoin s'en fait sentir, est la lutte contre les « menaces transversales » c'est-à-dire le terrorisme et le trafic de drogue.

Je pense comme vous que nous avons eu raison d'intervenir au Mali. À partir du moment où les mouvements terroristes avaient décidé, surtout sous l'influence de MUJAO (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'ouest), de pousser vers le sud et où Bamako n'était plus qu'à trois ou quatre jours de marche, nous n'avions pas le choix, il fallait intervenir ; nous étions les seuls à pouvoir le faire, politiquement et militairement. Tous nos partenaires tant africains qu'européens – je l'ai encore vérifié quand j'étais en poste en Autriche – nous ont remerciés de l'avoir fait, conscients que nul autre pays ne l'aurait fait et que les conséquences d'une abstention eussent été catastrophiques

---

<sup>12</sup> Robert Bourgi, avocat d'origine libanaise né au Sénégal. Héritier spirituel de Jacques Foccart, il est souvent présenté comme « l'éminence grise » de la Françafrique.

À l'opération Serval, lancée le 11 février 2013 au Mali, a succédé l'opération Barkhane<sup>13</sup>. Cela prendra du temps, beaucoup plus de temps qu'on ne le pensait, ce sera beaucoup plus compliqué, mais nous devons poursuivre nos opérations pendant un certain temps, jusqu'à ce que nous puissions céder la place aux forces africaines, au nom de l'appropriation africaine.

À ce jour nous ne sommes pas intervenus – peut-être serons-nous sollicités – dans la lutte contre le brigandage maritime dans le Golfe de Guinée. La piraterie au large des côtes somaliennes est affaiblie grâce à l'action de la communauté internationale et des compagnies concernées et grâce aux progrès faits contre les Shebab en Somalie. En revanche, la situation est dramatique dans le Golfe de Guinée. Le phénomène s'étend géographiquement. Le Nigéria est désormais la deuxième zone de piraterie au monde derrière l'Indonésie.

Je me garderai bien d'aborder une question très délicate que nous devons néanmoins garder présente à l'esprit : quelle conduite doit-on tenir en cas de prise d'otage ? Je n'épiloguerai pas sur ce sujet dont on a parlé ces derniers jours lors de la libération de Serge Lazarevitch<sup>14</sup>.

L'action militaire est un préalable nécessaire, mais on ne pourra aider modestement au rétablissement de la stabilité sociale, politique, et au développement économique dans les pays concernés, notamment dans la zone du Sahel, que si cette aide militaire se double d'un appui à la reconstruction. Reconstruction matérielle – il faut rebâtir les écoles, les dispensaires, les hôpitaux – mais aussi et surtout reconstruction institutionnelle.

Cela pose des défis majeurs.

Au Mali, le défi est, pour le dire rapidement, la réconciliation entre les gens du sud et les gens du nord. Quel type de résultat peut-on espérer des discussions laborieuses qui se déroulent à Alger entre le gouvernement malien et les représentants des différents mouvements touareg – dont les divisions compliquent

---

<sup>13</sup> Lancée le 1er août 2014, l'opération Barkhane se fait en partenariat avec le G5 (les cinq pays de la zone sahélo-saharienne : Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad). Le poste de commandement interarmées de théâtre est basé à N'Djamena, au Tchad. L'opération mobilise près de 3 000 militaires dont 1700 Français.

<sup>14</sup> Serge Lazarevitch, dernier otage français dans le monde a été libéré le 9 décembre 2013 après plus de trois ans de séquestration par AQMI. Il avait été capturé au nord du Mali.

un peu les choses – notamment le MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad) ?

En RCA, l'opération Sangaris (5 décembre 2013) a évité le pire en sauvant des milliers de gens. La montée en puissance de la MINUSCA a permis aux forces françaises, dès le mois d'octobre, de recentrer leur dispositif dans les zones les plus sensibles (la capitale et la zone est du pays). Plusieurs semaines après le déploiement de la force de l'ONU, la force Sangaris a entamé une adaptation de son dispositif sur un format de « force de réaction rapide » au profit de la MINUSCA. Mais le pays reste divisé : les chrétiens à l'ouest et les musulmans à l'est, en schématisant beaucoup. La RCA doit être sécurisée. Il faut protéger encore les grands axes commerciaux, notamment la route qui va vers le Cameroun, l'un des grands axes d'approvisionnement du pays. Beaucoup de choses restent à faire pour permettre la reconstruction. Aucune solution militaire ne peut être durable si elle n'est pas accompagnée d'un processus politique. Je rappelle que la RCA compte encore 430 000 déplacés internes (il y en avait 0,5 M de plus fin 2013) et 423 000 réfugiés hors de ses frontières (source HCR).

L'autre grande menace transversale est le trafic de drogue. Les pays africains ne sont plus seulement des lieux de transit mais deviennent aussi des sites de consommation, notamment en Afrique occidentale. J'étais encore à Addis-Abeba, il y a quelques années, quand j'ai lu un rapport citant des cas de consommation de crack à Bamako. C'est une terrible menace de gangrène pour ces pays, notamment ceux du pourtour comme la Guinée ou la Guinée Bissau qui est pratiquement un narco-État. Mais le danger est aussi très fort pour les États de l'intérieur. Nous avons tous à l'esprit l'épisode du *Boeing 737*, baptisé « Air Cocaïne », dont on a retrouvé l'épave – s'était-il crashé ou les trafiquants l'avaient-ils brûlé après ? – et qui transportait certainement des drogues dures.

Nous devons donc poursuivre notre lutte contre les menaces transversales.

J'évoquerai ensuite la nécessaire poursuite du processus de « double multilatéralisation » amorcé depuis quelques années :

D'une part nous devons continuer à essayer de coopérer le mieux possible et davantage avec l'Union africaine, avec les Communautés économiques régionales, la CEDEAO (Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest) à l'ouest, la

CEEAC (Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale) au centre, l'IGAD (*Intergovernmental Authority on Development*) à l'est, la SADEC (*Southern African Development Community*) au sud. Comme vous le savez, il n'y a pas d'équivalent pour l'Afrique du nord en raison des rivalités entre l'Algérie et le Maroc. On a commencé à le faire. Dans certaines opérations les forces africaines peuvent prendre le relais, coopérer avec les troupes françaises, que ce soit sous forme de troupes de l'Union africaine ou de troupes des Nations Unies. C'est sans doute une des pistes qu'il va falloir renforcer.

D'autre part nous devons intensifier nos efforts pour mettre l'Union Européenne « dans le coup ». Déjà, en RCA, EUFOR RCA a pu remplacer Sangaris dans la zone de l'aéroport (où se trouvent de nombreux déplacés) et dans certains quartiers de Bangui.

La coopération avec les entreprises est une troisième piste que nous devons suivre en évitant de retomber dans les dérives « incestueuses » auxquelles Antoine Glaser faisait justement allusion. Il y a eu en effet des rapports malsains d'imbrication entre intérêts commerciaux – pour ne pas dire intérêts personnels – et intérêts politiques. Je crois que cette phase est dépassée.

Nous avons déjà fait pas mal de bonnes choses avec les entreprises :

Je citerai les instruments de l'AFD destinés à aider les entreprises à s'établir en Afrique, à y investir ou à créer des *joint-ventures* (sociétés communes). Je pense au FISEA (Fonds d'Investissement et de Soutien aux Entreprises en Afrique), initié en avril 2009, dont parle le rapport Védrine, ou à PROPARCO (Promotion et Participation pour la Coopération économique).

Je pense aussi à la très bonne concertation qu'il a pu y avoir entre pouvoirs publics et entreprises dans des circonstances parfois dramatiques. J'étais directeur d'Afrique au moment de la crise en Côte d'Ivoire, quand Gbagbo avait refusé le résultat des élections et s'était accroché au pouvoir tandis que Ouattara était réfugié à l'Hôtel du Golf. Nos ministres avaient alors organisé une réunion avec les principales entreprises françaises travaillant en Côte d'Ivoire et les responsables du Quai d'Orsay, du ministère de la Défense, du Trésor et de l'AFD. Tout le monde était d'accord pour dire qu'accepter la situation telle qu'elle était revenait à condamner la démocratie en Côte d'Ivoire (et, par contrecoup, dans d'autres pays) et à



compromettre les intérêts de nos entreprises. Mais en lançant des sanctions, comme nous l'avons fait, nous risquions de ruiner une partie de l'économie ivoirienne, notamment les producteurs de cacao (quand 300 000 tonnes de cacao sont bloquées dans le port d'Abidjan, les conséquences sont graves). Nous risquions aussi de nuire aux intérêts de nos propres industries. Le patron d'une grosse société chocolatière française nous avait dit : « Je vous soutiens totalement mais vous devez savoir que si, d'ici quatre mois, la crise n'est pas résolue, je serai obligé de licencier plusieurs milliers de personnes ». Cela n'a pas pris quatre mois, la crise a été résolue, à notre vif soulagement. Mais nous étions conscients des risques encourus. Dans cette circonstance, la coopération entre les entreprises et les pouvoirs publics avait été exemplaire en allant dans le sens de la démocratie.

Pour son deuxième voyage en Afrique, notre ancien Premier ministre, F. Fillon, prévoyait de se rendre en Côte d'Ivoire et au Gabon. J'avais dit à mes collègues de Matignon que, pour éviter de donner une image désastreuse (celle de la Françafrique), il serait souhaitable qu'il allât aussi au Ghana. Ce pays voisin de la Côte d'Ivoire, qui faisait à l'époque 14 % de croissance économique par an, se révélait une démocratie exemplaire où l'opposition avait gagné les élections et le pouvoir sortant s'était effacé. Fillon avait accepté d'allonger le voyage et il était allé au Ghana. Dans l'avion du retour, les chefs d'entreprise présents m'avaient dit : « Pour nous, le Ghana a été la meilleure étape, la plus utile ». C'était en effet un pays avec lequel nous n'avions alors que peu de relations économiques.

Je citerai un autre exemple, parmi beaucoup d'autres : le Sommet Afrique-France de Nice, les 30 mai et 1<sup>er</sup> juin 2010, fut un double sommet, un sommet politique assez traditionnel, même si les chefs d'État anglophones y jouèrent le rôle principal, et une rencontre économique à laquelle, pour la première fois, 250 chefs d'entreprise africains et français étaient conviés. Nous avons beaucoup travaillé, en liaison avec le Trésor, l'AFD, le MEDEF International, le CIAN (Conseil Français des Investisseurs en Afrique) pour arriver à un projet de charte sur la responsabilité environnementale et sociale adopté par les entreprises françaises. Quelques mois plus tard, des collègues chinois m'ont dit leur intérêt pour ce projet : « Nous-mêmes commençons à nous rendre compte qu'il y a des dérives dans le comportement des entreprises », m'ont-ils confié. Je ne crois pas que ce soit seulement pour me faire plaisir.

Les recommandations intéressantes du Rapport Védrine nous invitent à aller plus loin : il propose notamment de créer au sein du groupe AFD un point d'entrée de financement de l'économie sociale et solidaire et de l'*impact investment*, tourné notamment – ou exclusivement – vers le continent africain. Je crois qu'il y aurait là une piste à explorer.

Je suis d'accord avec Georges Courade quand il parle de la nécessité de former des techniciens moyens. De même j'approuve Bernard Cerquiglini quand il insiste sur les universités. Je citerai un exemple vécu : quand j'étais en Éthiopie, Médecins du monde formait en un an des techniciens de santé capables de faire des accouchements et des césariennes. Ces gens, envoyés ensuite dans différents coins d'Éthiopie, ont sauvé des centaines, voire des milliers de femmes, avec des gestes très simples. Il est évident que si une naissance difficile a lieu à 50 ou 200 km du dispensaire le plus proche, on n'y arrive pas.

J'ai dit qu'il fallait continuer sur les pistes antérieures. Mais il y a sans doute, des choses à renouveler. Il faut préparer l'avenir de plusieurs façons.

Nous devons essayer d'anticiper l'avenir.

Ce peut être dangereux. L'un de mes sous-directeurs quand j'étais directeur d'Afrique a été par la suite viré de son poste pour avoir parlé de la fragilité du régime burkinabé dans un colloque. Les événements lui ont donné raison mais il a eu tort d'avoir eu raison un peu trop tôt. Cet homme extrêmement brillant, qui est passé par une période très dure, a fondé un cabinet de consultance et travaille aujourd'hui pour les dirigeants africains et les entreprises. Nous avons eu souvent des discussions, parfois des désaccords. Il était sous-directeur, j'étais directeur mais je savais qu'il connaissait l'Afrique occidentale infiniment mieux que moi. Il n'est pas bon de ne pas écouter les voix discordantes. On a toujours tort quand on n'admet pas la pluralité des points de vue. Il faut accepter d'entendre des choses désagréables et tenter ensuite de faire une synthèse.

Donc, essayons d'anticiper les crises à venir, même si, de temps en temps, cela fait un peu mal.

Première zone de danger, les élections qui vont venir, en 2015 et 2016 :

- En mars 2015, au Togo où la famille Gnassingbe est au pouvoir depuis quarante-sept ans. Depuis la modification constitutionnelle du 31 décembre 2002, le président de la République togolaise est élu à un scrutin uninominal à un seul tour pour un mandat de cinq ans renouvelable indéfiniment.

- En juillet 2016 au Congo Brazzaville. Lors de la précédente élection, en 2009, tous les candidats s'étaient – quoique pour des raisons très diverses – prononcés pour une modification de la Constitution en vigueur, qui, entre autres dispositions, interdit au président sortant de briguer un troisième mandat. Que va faire Sassou-Nguesso ? Ladite Constitution étant verrouillée par un article spécifique, il faudra passer par un changement de régime (de présidentiel à semi-présidentiel), puis par un référendum.

- En décembre 2016 au Congo Kinshasa où la même question se pose (la Constitution congolaise interdit au président Joseph Kabila de briguer un troisième mandat présidentiel).

Nous devons essayer d'anticiper ces échéances, non pas en élaborant de brillants scénarios, mais en réfléchissant, très prudemment, avec les Africains, avec l'Union africaine, avec les communautés économiques régionales. Il y a à l'OIF (Organisation internationale de la Francophonie) des gens remarquables, qui réfléchissent sur ces sujets dans la discrétion requise.

Je ne parlerai pas de l'Algérie.

Le Nigéria, où des élections vont aussi avoir lieu très bientôt, le 14 février 2015, est un pays fondamental qui est menacé de pourrissement, à cause de Boko Haram, à cause de sa dépendance vis-à-vis du pétrole et à cause de la corruption : le gouverneur de la Banque centrale du Nigeria, Sanusi Lamido, a été écarté en février 2014 après avoir publiquement exprimé son étonnement face aux 50 milliards de dollars (une somme colossale au regard du budget de l'État qui est de 30 milliards de dollars) manquant dans les comptes de son institution<sup>15</sup>.

---

<sup>15</sup> Attirant l'attention du président depuis septembre 2013 sur le fait que la société pétrolière nationale *Nigerian National Petroleum Corporation* (NNPC) n'avait pas transmis ces montants considérables à la Banque centrale, Sanusi Lamido n'a reçu aucune réponse (*source IFRI*).

Pour toute cette réflexion, nous avons besoin de davantage de *think tanks* travaillant sur l'Afrique (comme le préconise le Rapport Védrine). Je fais partie depuis peu d'un *think tank* créé il y a un an, l'Institut Afrique-monde<sup>16</sup> (parrainé notamment par Jean Ping, ancien président de la Commission de l'Union Africaine et Michel Camdessus, ancien directeur du F.M.I, membre de *l'African Panel Progress*) qui réunit de très bons chercheurs. Il se fait également des choses intéressantes dans plusieurs instituts, dont l'IFRI (Institut français des Relations internationales). Cette réflexion devra naturellement porter sur l'économie, en relation avec les entreprises, mais aussi sur les questions politiques et culturelles.

Nous devons investir sur la jeunesse.

On a parlé des mouvements de jeunes. Quand j'étais directeur d'Afrique, j'ai eu le privilège de recevoir Fadel Barro, un des fondateurs de « Y en a marre », un très jeune homme, très impressionnant. C'était au moment où Wade était tenté de garder le pouvoir, en dépit de la constitution. Au-delà des péripéties électorales, ce qui m'avait frappé dans le discours que tenait Fadel Barro, c'était son insistance sur la volonté du groupe de créer un NTS (« Nouveau type de Sénégalais »). « Cela commence devant chez nous », me disait-il, « Balayons devant notre porte et jetons les immondices qui jonchent les trottoirs. C'est le civisme ». Cela se fait au Rwanda, de façon autoritaire mais assez efficace : la dernière fois que je suis allé à Kigali, on m'a expliqué que les enfants des écoles étaient mobilisés une fois par mois pour nettoyer les rues. Cela a un petit côté « nord-coréen » mais les rues de Kigali sont maintenant aussi propres que celles des villes suisses. On a parlé aussi du mouvement « Balai citoyen » créé en 2013 par deux musiciens *rap* et *reggae* au Burkina Faso. Ce sont des gens que nous devrions beaucoup fréquenter, que nous devrions inviter en France et aider, sans paternalisme, en respectant leur indépendance. Eux-mêmes ont beaucoup de choses à nous apprendre sur ce que nous pourrions faire dans nos banlieues.

---

<sup>16</sup> L'Institut Afrique-Monde se propose « *d'étudier l'esprit dans lequel l'évolution du continent africain s'est faite jusqu'ici, se fait maintenant et se fera, sans doute, dans l'avenir ; il examinera les métamorphoses en cours et leurs enjeux à la fois spirituels, sociaux, économiques et politiques, sur le fond d'une société internationale, interculturelle, interreligieuse et laïque, certes chaotique, mais où se cherche, pour tous, le sens d'une Histoire et d'une Société où il est requis de vivre ensemble, malgré tout.* »

Le FSD (Fonds Social de Développement) est un instrument formidable qui, dans les pays en développement, met à la disposition des ambassades des crédits qu'elles gèrent de façon totalement déconcentrée, en liaison avec la société civile locale, sans en référer à Paris, si ce n'est *a posteriori*. Actuellement on est en train de réformer le FSD, d'après ce que m'ont dit mes amis de l'AFD (Agence française pour le développement), pour mettre l'accent sur la « structuration du milieu associatif ». Cela signifie que la priorité doit être d'aider les organisations de la société civile locale à se structurer, à s'organiser. Je pense qu'une bonne piste consisterait dans cette optique à privilégier les mouvements de jeunesse.

On a parlé aussi des jeunes élites. Bernard Cerquiglini a raison : les universités sont un moteur du décollage africain. Hubert Védrine propose d'augmenter les bourses d'excellence pour les étudiants africains. Ce serait certainement très souhaitable.

Nous pouvons aussi créer des établissements en Afrique sur le modèle des nôtres. Quand j'étais en Éthiopie j'ai vu le début d'une expérience qui, apparemment, fonctionne bien : l'ENA française a été sollicitée pour aider les Ethiopiens à créer, *mutatis mutandis*, une école équivalente en Éthiopie. Il ne s'agit pas de copier le modèle – ni d'en copier les défauts éventuels – mais je crois que cette expérience est intéressante.

La classe des jeunes entrepreneurs doit requérir toute notre attention. Des expériences positives sont menées, notamment par HEC qui vient de lancer deux programmes de formation des managers en Côte d'Ivoire. De même, la BGFI (Banque Gabonaise et Française Internationale) a créé une véritable école de commerce en ouvrant son dispositif de formation interne aux étudiants. Ce sont des pistes qu'il faut encourager en synergie entre entreprises et pouvoirs publics.

Nous devrions porter notre effort sur la « mésofinance ». Les grandes entreprises accèdent aux prêts classiques. Les très petits ateliers relèvent du microcrédit. Mais il n'y a rien, ou peu de chose, pour financer les petites ou moyennes entreprises qui

peinent à se développer. C'est certainement un domaine dans lequel nos instituts de développement<sup>17</sup> mais aussi nos banques pourraient essayer de mettre l'accent.

Un mot sur un sujet dramatiquement important : la santé.

Je tire ma réflexion en partie de conversations que j'ai eues avec des représentants d'ONG. Beaucoup constatent une sorte de monopole du sida (qui, certes, reste un des fléaux numéro un) dans l'action que nous menons en matière de santé. Il ne faut pas oublier les « pratiques traditionnelles néfastes ». Une amie éthiopienne, elle-même excisée à l'âge de quatre ans, Bogalech Gebre, a fondé une association de défense des droits des femmes. En l'espace de sept ou huit ans, elle a réussi à éliminer à peu près complètement l'excision dans sa région (3 millions d'habitants sur les 90 millions que compte l'Éthiopie). Elle a ensuite étendu son action dans les régions voisines. J'ai pu l'aider avec le FSD quand j'étais en Éthiopie mais nous pourrions certainement faire beaucoup plus. De même, en ce qui concerne les mariages précoces et les enlèvements, il est préférable d'aider les gens du cru qui agissent au sein des communautés plutôt que de venir avec nos conseils d'Occidentaux.

J'aurais mauvaise conscience si je ne parlais pas de deux affections épouvantables :

La fistule obstétricale est une nécrose entre l'appareil génital et l'appareil digestif qui affecte les très jeunes mères lors de l'accouchement. Cette infirmité les rend incontinentes. Elles sont chassées ou mises à l'écart. Beaucoup meurent en errant loin de chez elles. Quand j'étais en Éthiopie, on parlait de 100 000 nouveaux cas chaque année. Des progrès permettent aujourd'hui de prévenir cette affection, grâce à un suivi local dans les dispensaires, où les techniciens de santé sont capables de faire des césariennes. Des opérations réparatrices sont pratiquées au *Fistula*

---

<sup>17</sup> L'AFD déploie un Programme Mesofinance combinant plusieurs actions visant à dynamiser la croissance de ces entreprises. Ce Programme contribue notamment à renforcer les capacités entrepreneuriales de ces petites structures, à améliorer la maîtrise de leur futur développement et l'expression des appuis financiers nécessaires, à les accompagner dans leur réalisation. Ce volet est complété par un soutien aux acteurs financiers eux-mêmes pour mieux appréhender (site AFD).

*Hospital*<sup>18</sup> à Addis-Abeba : on arrive à traiter 80 à 90% des cas. Mais combien parviennent jusqu'à l'hôpital ? La santé des femmes, la santé maternelle est un terrain sur lequel nous pourrions agir davantage.

Le noma, qui sévit notamment au Burkina Faso, est contracté surtout par les enfants en contact avec de l'eau contaminée. Cette maladie, qui ronge et déforme le visage, mettant les os à nu, est mortelle si elle n'est pas traitée. Elle est pourtant très simple à guérir à condition de disposer de dispensaires, de personnels formés et d'antibiotiques. Je suis coparrain de l'association « Vaincre Noma », soutenue notamment par l'entreprise Bongrain.

Il est un troisième terrain sur lequel nous pourrions agir davantage : Il est nécessaire de « vendre » l'Afrique aux yeux des Européens, en plaidant pour l'Afrique auprès des Européens qui ne perçoivent pas toujours l'importance des enjeux africains (je pense à ce responsable polonais qui me disait : « Tu es bien gentil avec ton Afrique, mais nous, ce qui nous intéresse, c'est la Russie, c'est la menace russe en matière de sécurité »). Certes, il y a eu l'action européenne au Mali (EUTM Mali<sup>19</sup>), il y a eu EUFOR RCA<sup>20</sup>, mais cela reste très insuffisant. Reçu à Berlin il y a six semaines à la DGAP (*Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik*), j'ai appris que cette organisation, qui a une section sur le Moyen-Orient, une section sur l'Asie et une autre sur l'Europe, n'a pas de section africaine !

---

<sup>18</sup> *Addis Ababa Fistula Hospital*, créé par Catherine et Reginald Hamlin, est le seul centre médical au monde dédié exclusivement à la fourniture gratuite de chirurgie réparatrice des fistules pour les femmes pauvres qui souffrent de blessures à l'accouchement. L'organisation Trampled Rose mène un travail admirable pour aider les femmes atteintes de fistule obstétricale.

<sup>19</sup> EUTM Mali (*European Union Training Mission in Mali*): à la demande du Mali et conformément aux décisions internationales pertinentes, y compris à la résolution 2085 (2012) du Conseil de sécurité des Nations unies, l'UE a décidé le 18 février 2013 de lancer la mission de formation militaire EUTM Mali pour un mandat de 15 mois. 23 États Membres de l'UE (Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Pologne, Portugal, Pays-Bas, République Tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovénie, Suède) y contribuent en personnel.

<sup>20</sup> Le Conseil a établi le 10 février 2014 une opération militaire de l'Union Européenne, baptisée EUFOR RCA, qui contribuera à créer un environnement sécurisé en République centrafricaine, comme l'a autorisé le Conseil de sécurité dans sa résolution 2134 (2014). EUFOR RCA a pour but de fournir un appui temporaire à la création d'un environnement sûr et sécurisé dans la zone de Bangui, l'objectif étant de passer le relais aux partenaires africains. Cette force contribuera par conséquent aux efforts déployés au niveau international pour protéger les populations les plus menacées, en créant les conditions propices à la fourniture d'une aide humanitaire.

Nous devons développer une politique que nous n'avons pas encore vis-à-vis des pays pré-émergents en dépassant l'opposition artificielle entre pays francophones et pays anglophones. Devons-nous continuer à privilégier l'Afrique francophone ou, au contraire, mettre le paquet sur l'Afrique non francophone ? C'est le type même de la fausse question. En revanche, nous devons avoir une politique diversifiée pour les pays les plus pauvres et pour ceux qui sont en train de commencer leur émergence : le Ghana, l'Éthiopie le Kenya, le Mozambique, la Côte d'Ivoire qui est en train de surmonter les troubles du passé. L'Afrique du sud a déjà dépassé ce stade. Là aussi, nous devrions redéfinir les instruments de notre politique.

En conclusion, je reste Afro-optimiste, même si je suis conscient qu'il ne faut pas négliger les écueils. Nous avons une carte à jouer dans les pays francophones comme dans les pays anglophones. Bernard Cerquiglini évoquait l'attrait du français : J'ai été frappé en visitant les instituts français ou les alliances françaises à Nairobi et à Dar es Salam par la passion avec laquelle les jeunes apprenaient le français. Évidemment, ils voient l'intérêt de connaître le français pour qui veut commercer avec la RDC, mais il y a aussi une curiosité culturelle.

Malgré la concurrence croissante, il y a de la place pour nous, pour nos centres culturels, pour nos entreprises : nous avons encore un rôle à jouer, modestement, notamment à travers la gouvernance et l'éducation.

Je citerai pour finir un exemple de ce que Georges Courade a appelé « Réinventer les traditions ». Quand elle menait sa lutte contre les mutilations sexuelles féminines, la militante éthiopienne pour les droits des femmes dont je vous parlais, Bogaletch Gebre, avait organisé des « conversations communautaires ». Elle s'était heurtée à une question difficile : que faire des fêtes de l'excision ? En effet, cette pratique barbare, en tant que rite de passage, était l'occasion d'une fête. Elle eut l'idée géniale de conserver la fête qui, au lieu de célébrer la mutilation, célébrait « l'intégrité corporelle ». Mon épouse et moi avons assisté à deux de ces fêtes, l'une rassemblait 5 000 personnes, l'autre 15 000. Tous, hommes, femmes, jeunes, vieux, chantaient, dansaient. Le sens avait été subverti mais la fête était là.

C'est une leçon dont nous pouvons nous inspirer. Respectons la tradition, quitte parfois à en infléchir un peu le sens.



## *Débat final*

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur l'ambassadeur, pour cet exposé extrêmement riche.

Vous avez dit qu'il revient à la France de sensibiliser les autres pays européens, qui ne le sont pas assez, à la force quasi cosmique de l'émergence de l'Afrique. Le titre : « Que peut la France en Afrique subsaharienne ? » est quelque peu prétentieux car nous sommes devant un phénomène qui nous dépasse largement. En même temps nous pouvons agir.

Nous pouvons agir en rendant les Européens sensibles au fait que ce continent qui va avoir deux milliards d'habitants dans moins de cinquante ans est une chance pour l'Europe si elle sait aborder ce défi convenablement. Nous devons aussi sensibiliser l'Europe aux difficultés que ce développement rencontre et va rencontrer.

Qu'en est-il de l'industrie et de la place que prend aujourd'hui l'Afrique dans la création de la valeur ajoutée ? C'est une question essentielle. Au regard du stock d'investissements français à l'étranger (1100 milliards d'euros), le premier pays africain est le Maroc, avec 8 milliards, et les autres sont loin derrière. C'est infinitésimal.

Le propre de la mondialisation, qui est potentiellement une bonne chose du point de vue de l'Afrique, est l'éclatement planétaire de la chaîne de valeur. Quelle place l'Afrique va-t-elle prendre dans ce domaine ?

Ma dernière réflexion a trait à la sécurité et aux problèmes que posent des affrontements souvent présentés à tort comme « religieux ». Visitant les troupes françaises en République centrafricaine, j'ai pu observer que l'arrivée de quelques bérets rouges ou verts, bien loin de calmer le jeu, peut provoquer chez les anti-balaka (soi-disant chrétiens, en réalité animistes ou vaguement pentecôtistes et très intolérants) un réflexe de revanche après les sévices subis de la part des gens de la Seleka, assimilés abusivement à l'islam. Outre ce facteur dit religieux, nous sommes face à toutes les formes d'intégrisme et de violence que nous ne savons pas traiter.

Si Sangaris<sup>21</sup> a évité des massacres et des génocides sans doute plus grands que ceux qui se sont produits, cette opération n'a malheureusement pas évité une certaine forme de partition ethnique. Nous sommes largement impuissants à éviter une forme de partition ethnique.

Je conclurai sur le problème de l'État. Rares sont les pays africains qui ont véritablement un État. Bernard Cerquiglini nous a parlé de la qualité des ministres de l'enseignement supérieur. J'ai remarqué moi-même, me rendant quelquefois en Afrique, la grande qualité d'un certain nombre de ministres. Quelques rares pays ont su développer une administration, une armée. Sur plus de cinquante « États » africains à peine plus de quatre ou cinq méritent ce nom. Je revois cette conférence convoquée par le Président de la République au mois de décembre 2013 sur les problèmes de sécurité. Devant tous les chefs d'État et de gouvernement d'Afrique, le Président de la République avait dit qu'il faudrait former 20 000 soldats par an pour tous les pays. C'est très ambitieux compte tenu des difficultés que cela présente. On le voit par exemple au Mali.

La construction d'États dignes de ce nom est certainement une des tâches les plus difficiles où nous pourrions aider ces pays à se prendre en main (peut-être pas en leur transférant l'ENA, sur ce point je suis très réservé !). Beaucoup de compétences pourraient être transférées : exercice de la justice, administration et gestion de prisons décentes, formation d'une police qui sache faire son travail sans utiliser des moyens coercitifs extrêmes... C'est très difficile, on le sait. Mais le problème de la création d'États me paraît tout à fait central. M. Courade a cité le Nigeria, l'Éthiopie et l'Afrique du sud, mais l'Afrique ne se résume pas à ces trois pôles. Il reste beaucoup d'États à construire. C'est un très grand défi.

Vous étiez aux premières loges, à Addis-Abeba où l'Union africaine a son siège, pour identifier les organisations régionales africaines insuffisamment développées à ce jour auxquelles il faudrait donner des moyens. La France, qui dispose de réseaux (diplomatie, présence à l'ONU etc.), sait faire beaucoup de choses que d'autres ne

---

<sup>21</sup> Opération Sangaris : Le 5 décembre 2013, le Président de la République a annoncé sa décision de renforcer le dispositif militaire français en Centrafrique afin d'éviter une catastrophe humanitaire dans le pays. Cette décision a été précédée de l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies de la Résolution 2127 qui prévoit en particulier :

- Le soutien des Nations unies à la Force africaine, la MISCA dont l'effectif devrait atteindre les 4000 hommes.
- Le soutien par les forces françaises de cette force africaine, avec autorisation d'usage de la force au besoin.

savent pas faire. C'est le seul aspect qui me paraît pouvoir être admis sans discussion sur cette question infiniment complexe.

JACQUES WARIN

Je voudrais aborder la question du délabrement de l'enseignement primaire, notamment, hélas, en Afrique francophone. On peut se féliciter, en voyant les projections démographiques, d'un doublement probable du nombre de francophones en 2050. Mais tout le système d'enseignement primaire s'est progressivement délabré, non seulement dans des pays en guerre civile (RDA, Mali, Côte d'Ivoire) mais aussi du fait du sous-investissement des États dans une grande partie de l'Afrique francophone. Je me réjouis que, comme nous l'a dit M. le Recteur Cerquiglini, les universités africaines soient en pleine expansion et que de plus en plus d'élites africaines soient formées, non seulement à la francophonie mais aussi aux sciences de demain. Mais cela peut-il tenir sans le gisement d'une Afrique francophone importante ? Au-delà de l'Afrique francophone, je pourrais poser la même question pour l'Afrique du sud où, d'après les articles que j'ai lus dans de nombreux journaux britanniques, notamment *The Economist*, le système d'enseignement s'est également extraordinairement amoindri depuis vingt ans, c'est-à-dire depuis l'indépendance de l'Afrique du sud.

Si on n'a plus d'argent pour payer les instituteurs, que peut faire la France en Afrique ? Elle peut sûrement envoyer des professeurs agrégés pour devenir maîtres de conférences dans les universités d'Abidjan et de Yaoundé mais elle ne peut plus envoyer d'instituteurs depuis qu'il n'y a plus de service militaire ni de volontaires de coopération en Afrique.

C'est inquiétant à la fois pour la francophonie et pour l'éducation en général. Que va devenir l'Afrique sans instituteurs ?

BERNARD CERQUIGLINI

Il est en effet illusoire de croire que l'expansion démographique va entraîner le développement, de la langue française. Si l'école africaine n'existe plus, les enfants ne parleront pas français. J'ai peut-être laissé penser qu'il y aurait toujours suffisamment d'étudiants pour nourrir les universités, même s'ils sont 1 % ou 2 %.

Certes, nous nous préoccupons de la partie supérieure de l'enseignement mais ce toit doit reposer sur des murs et des fondations et l'école africaine doit être solide. Dans les années qui viennent il faudra recruter et surtout former un million d'instituteurs en Afrique. En effet, il ne suffit pas qu'il y ait un maître face à des élèves, il faut que son enseignement soit de qualité. C'est un défi majeur ; merci de l'avoir rappelé.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

On va demander à Mme Najat Vallaud-Belkacem quelles sont ses priorités... En effet le problème de la formation des enseignants est évidemment la clé de tout.

GEORGES COURADE

J'ai vécu en zone anglophone – ou plutôt devrais-je dire « pidginophone » – du Cameroun. Il faut être clair. À l'école primaire, soit on enseigne le français, soit on enseigne les langues nationales, soit on utilise un sabir créole. Le pidgin-english est la langue véhiculaire hybride utilisée dans le commerce et qui est trop souvent employée à l'école primaire anglophone du Cameroun. Ce pays reste pourtant celui où l'on parle le mieux français parce qu'il y a eu un effort considérable d'éducation des élites. Mais à partir du moment où tous les enfants vont à l'école primaire, il faut choisir entre le maintien d'un niveau d'exigence élevé et l'introduction de l'alphabétisation fonctionnelle et d'outils permettant de donner une éducation de base sans que cela coûte une fortune. Le gros problème est en effet le coût.

RICHARD LABEVIERE

Ma question, qui s'adresse à l'ambassadeur Gompertz, à Antoine Glaser ou à Jean-Pierre Chevènement lui-même, a trait à l'opération Barkhane<sup>22</sup>. Depuis juillet, l'Algérie mène une négociation assez suivie entre Bamako et les différentes factions touareg. Comment la diplomatie française évalue-t-elle ce processus ? Entre-t-il en convergence avec les efforts déployés par la France sur le plan militaire ?

STEPHANE GOMPERTZ

La réponse est oui. Je ne suis plus aux affaires mais c'est l'impression que j'ai en parlant avec mes collègues. Nous n'avons jamais méconnu l'importance de l'Algérie pour contribuer à ramener la paix dans cette région. À nos yeux, le problème pourrait venir de rivalités entre médiateurs potentiels, comme ce fut le cas entre l'Algérie et le Burkina-Faso. Aujourd'hui, le Burkina-Faso, qui a de très bons négociateurs, a d'autres chats à fouetter. Nous appuyons naturellement les efforts que mène l'Algérie pour essayer d'amener à un accord entre Bamako et les mouvements touareg. C'est extrêmement compliqué parce que les Touareg sont divisés entre différentes tribus, différents mouvements. Certains font mine de se rapprocher de Bamako. Un mouvement a fait sécession récemment du MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad) pour prendre langue avec Bamako. Je n'exclus pas, d'ailleurs, que les autorités maliennes encouragent ce genre de chose, c'est de bonne guerre. Il y a au moins un acquis, c'est que plus personne, même parmi les Touareg, ne parle d'indépendance, ce qui n'était pas le cas auparavant. Quand j'étais à Vienne, à la fin d'une réunion très intéressante au Forum Kreisky (*Kreisky Forum for International Dialogue*) sur le Mali, un

---

<sup>22</sup> Opération conduite par les armées françaises, lancée le 1er août 2014, Barkhane repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso (« G5 Sahel ») qui ont décidé d'apporter une réponse régionale et coordonnée aux défis sécuritaires, ainsi qu'aux menaces que font peser sur eux les groupes armés terroristes (GAT). Les missions de la force Barkhane sont d'appuyer les forces armées des pays partenaires de la BSS dans leurs actions de lutte contre les groupes armés terroristes et de contribuer à empêcher la reconstitution de sanctuaires terroristes dans la région.

représentant du MNLA avait fini par admettre, certes à titre personnel, qu'il était citoyen malien. À partir du moment où les représentants de ces mouvements touareg ou arabes reconnaissent qu'ils font partie d'un État, il y a matière à discussion. Mais il y a aussi des « faucons » à Bamako qui disent : pas question d'accorder l'autonomie !... même s'il faut voir ce qu'il y a derrière les mots.

Ce sera très compliqué mais nous espérons que ces efforts aboutiront parce qu'ils sont la condition pour que la paix revienne mais aussi pour qu'on reconstruise. Tant que de nombreux jeunes seront sans emploi, ils céderont aux sirènes des trafiquants de hasch qui viennent du Maroc, des trafiquants de drogues dures qui peuvent venir du sud et éventuellement des mouvements terroristes. Si, en revanche, on peut commencer à reconstruire, à relancer l'élevage et l'agriculture, à installer des écoles... on pourra trouver une solution à long terme. Tant que ce n'est pas possible, ce ne sera que du replâtrage.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

C'est l'idée de la nation politique, « communauté de citoyens par-delà les ethnies... ». Ce n'est pas évident pour le Mali. Mais ce que fait l'Algérie est très utile et nous ne pouvons que nous réjouir, en tant que Français, de voir que l'Algérie se charge d'organiser cette médiation.

ALAIN DEJAMMET

On peut espérer que l'établissement d'un État de droit, les universités etc. arriveront à donner aux gens l'idée de respecter le droit.

Certes la démocratie sous sa forme d'alternance au pouvoir est souhaitable mais on constate qu'un certain nombre de dirigeants appréhendent le départ des affaires et restent au pouvoir. Alors *quid* d'une autre formule qui laisse la possibilité d'un

partage du pouvoir ? Kofi Annan avait favorisé une « grande coalition » au Kenya<sup>23</sup>. Y a-t-il une possibilité pour que les gens partagent le pouvoir plutôt que de s'entretuer pour accéder au pouvoir ?

STEPHANE GOMPERTZ

Comme d'habitude, Alain Dejammet soulève une question pertinente. Je crois qu'il faut être pragmatique. Il y a des cas où cela peut éviter une guerre civile, comme au Zimbabwe. On peut penser ce qu'on veut de Mugabe, mais lorsque, sous la pression de l'Union africaine et de la SADC (*Southern African Development Community*), il a nommé Tsvangirai premier ministre<sup>24</sup>, cela a permis d'éviter ce qui aurait sans doute été un affrontement sanglant. Ce n'est pas du tout satisfaisant intellectuellement, surtout pour nous, mais c'est sûrement préférable à la guerre civile.

ALAIN DEJAMMET

L'important est de faciliter le départ du pouvoir, rassurer celui qui quitte ses fonctions, lui faire entendre qu'il gardera quelques ressources, quelques privilèges. On peut rêver d'un départ aimable, vers une université, avec toge et épitoge, une

---

<sup>23</sup> Le Kenya avait failli sombrer dans la guerre civile après l'élection présidentielle du 27 décembre 2007, que le Mouvement démocratique orange (ODM) considérait comme truquée en faveur du président Mwai Kibaki. L'ex-secrétaire général de ONU, Kofi Annan, obtint que les deux parties renoncent à la ligne dure qu'elles avaient adoptée durant le processus afin de faciliter un accord. À l'issue des négociations, qu'il avait lui-même supervisées, Kofi Annan indiqua que les parties avaient renoncé à une réorganisation de l'élection présidentielle et s'étaient entendues pour former un nouveau gouvernement. "*Ce que j'ai appelé une grande coalition dans ce pays n'est pas un phénomène inhabituel. Ceci est appliqué quand aucun parti n'a une majorité effective au Parlement pour faire appliquer ses décisions. La seule manière de sortir de l'impasse est de travailler ensemble*", déclara M. Annan.

<sup>24</sup> Après de longs mois de crise et des élections contestées sur fond d'épidémie de choléra, le 11 février 2009, Morgan Tsvangirai devient Premier ministre de son rival de toujours, l'octogénaire président Robert Mugabe. Le MDC, qui avait longtemps refusé de rejoindre un gouvernement où il se verrait assigner une place symbolique, a finalement plié devant la pression régionale.

retraite heureuse et puis organiser le partage du pouvoir. C'est un concept assez différent de celui d'alternance. Mais il vaut peut-être mieux que les gens s'entendent tant bien que mal pour se partager les postes plutôt que de comploter indéfiniment, comme c'est encore malheureusement le cas dans pas mal de pays.

BERNARD CERQUIGLINI

M. Mo Ibrahim, Soudanais ayant fait une fortune considérable dans le téléphone mobile a créé un prix récompensant tout dirigeant africain qui a accepté de quitter le pouvoir démocratiquement. Ce prix n'a pas été attribué depuis trois ans...

STEPHANE GOMPERTZ

Au risque de paraître hétérodoxe et iconoclaste, je soulèverai une question à laquelle je me garderai bien de répondre : quel rôle joue à cet égard la Cour pénale internationale ? La menace que constitue la CPI n'incite-t-elle pas des dirigeants à s'accrocher au pouvoir coûte que coûte ?

PIERRE PAPON

Mon expérience de l'Afrique est beaucoup plus limitée que celle des intervenants que nous avons entendus. Membre du conseil d'administration d'une université à Yaoundé en Centrafrique depuis quelques années, je confirme tout ce qui a été dit. Je constate sur place un formidable dynamisme de la jeunesse malgré des difficultés de vie considérables.

Vous avez souligné la nécessité de former en priorité des cadres moyens, des techniciens, des médecins. On risque en effet de voir en Afrique des diplômés réduits au chômage, comme c'est le cas en Europe et notamment en France. La France peut à travers ses entreprises – certaines le font – aider à la formation des techniciens dont ces entreprises ont besoin sur place. Par exemple, les pétroliers peuvent contribuer à former des techniciens pour le soudage (des professionnels dont on manque d'ailleurs en France). Cela peut être une contribution.



S'agissant de la recherche scientifique dans les sciences du vivant, la chimie, la biologie etc., l'Afrique reste très en deçà des capacités d'expertise dont elle a besoin. Je veux bien admettre qu'il faille faire référence à la tradition (quoiqu'elle ait aussi certains aspects négatifs : ce qu'on me dit sur la sorcellerie dans nombre de pays africains est quand même un handicap !), mais il faut bien disposer des techniciens biologistes capables de séquencer le génome du virus Ebola ou d'autres. Or le niveau de la recherche scientifique africaine, à l'exception de l'Afrique du sud, de l'Égypte et du Kenya, reste vraiment très en dessous de ce qu'il faudrait. La France (ou l'Europe) peut contribuer à son développement par des coopérations, l'envoi d'experts etc.

Je ferai une dernière observation inspirée par ce que je constate à l'université de Yaoundé : C'est très bien de distribuer des tablettes, d'avoir Internet... encore faut-il avoir de l'électricité ! Or dans certaines parties de Yaoundé, il n'y a pas l'électricité (sauf dans les parages du palais présidentiel où il n'y a jamais de panne). Faut-il encore avoir de l'eau aussi ! Or dans certains quartiers de Yaoundé, à certaines époques de l'année, il n'y a pas d'eau. Un certain nombre d'infrastructures, au Cameroun comme ailleurs, sont en déliquescence. 600 ou 700 millions d'Africains n'ont pas d'accès à l'électricité alors qu'ils ont les ressources pour le faire : le gaz, le pétrole, et dans toute la région des Grands lacs et du bassin du Congo des possibilités d'hydroélectricité.

Sans faire de l'afro-pessimisme, il faut être conscient des aspects négatifs qui font obstacle au développement, quels qu'ils soient. Les entreprises françaises ou européennes doivent pouvoir contribuer à élever, petit à petit, le niveau technique des pays africains.

PATRICE PASSY
---------------

Je dirige un cabinet conseil en intelligence économique et en management des organisations.

Je n'ai pas de question mais je voudrais corriger quelques propos parce que je ne souhaite pas que les participants ou les personnes présentes sortent avec ce genre d'idées.

Il y a eu une transition démocratique au Sénégal. M. Wade a voulu s'accrocher au pouvoir mais la rue a réussi, à travers une opposition organisée, à mettre un terme à cette opération et Macky Sall a été élu. Il me semble que lorsqu'on laisse le jeu démocratique s'exercer librement les Africains sont capables de réaliser un processus démocratique.

Au Burkina-Faso, M. Compaore a voulu s'accrocher et la rue a finalement réussi à l'empêcher d'aller jusqu'au bout de son projet. J'ai été surpris d'entendre dire au plus haut niveau que la France a aidé à exfiltrer Blaise Compaore. Je m'attendais plutôt à entendre : la France est aux côtés du peuple burkinabé.

Cet exemple permet de corriger un certain nombre de choses. Il y a eu dans les années 1990 un processus qu'on appelait les conférences nationales. Ces conférences nationales ont connu des fortunes diverses et ont parfois été interrompues car la mise en lumière de certaines pratiques ne plaisait pas à tout le monde. Les présidents qui ont été élus grâce à un processus qu'on peut critiquer mais que nous reconnaissons comme démocratique, ont eu maille à partir avec la France sur bien des points. On a l'impression que tout processus démocratique réel pose problème aux intérêts français.

Est-il possible d'avoir une démocratie réelle sans nuire aux intérêts français ? C'est dans ce sens qu'on devrait se poser des questions. Comme l'a dit le dernier intervenant il faut accepter d'entendre quelquefois une pensée contraire à ce qu'on a toujours eu l'habitude d'entendre.

En ce qui concerne l'enseignement, j'ai eu la chance et le bonheur de suivre l'école primaire en Afrique ; j'ai eu la chance et le bonheur d'aller au lycée en Afrique. Quand je suis arrivé en France, je n'ai vu aucune différence entre ce que j'ai appris là-bas et ce que j'ai trouvé ici, à l'université.

Les problèmes ont commencé dans les années 80 avec les « programmes d'ajustement structurel ». La Banque mondiale, qui a pour membres la France et les autres pays, a décidé que les investissements dans la santé, dans l'éducation, étaient des « investissements improductifs », que les infrastructures, l'ingénierie publique ne valaient pas la peine, mais qu'il fallait renforcer l'exploitation minière d'extraction qui, elle, permettait de développer une économie.

À partir de là, les pays africains qui, tous, découvraient le libéralisme, sont rentrés dans une espèce de déliquescence. Dans mon enfance je n'entendais pas parler de corruption. Nous ne connaissions pas de problèmes d'électricité. Quand j'ai dû être hospitalisé, mes parents ont présenté une prise en charge, ils n'ont rien déboursé,

tout a été pris en charge par l'État. Je partais en colonie de vacances, c'était pris en charge par l'État. J'ai eu droit aux avantages sociaux par l'État. L'État providence existait.

Comme si cela ne suffisait pas, on a rajouté les plans d'ajustement structurel « renforcé » qui ont aggravé les difficultés des pays africains, brisant complètement une certaine évolution au point, le libéralisme aidant, de provoquer des malversations et toutes les incohérences gouvernementales ou structurelles qu'on déplore aujourd'hui.

Nous sommes aujourd'hui dans une phase transitoire : nous avons fini d'apprendre le libéralisme, nous découvrons la démocratie, nous essayons de nous approprier certaines réalités. En même temps, une certaine croissance permet de disposer de fonds pour amorcer des programmes structurels ou mettre en œuvre des projets structurants. Il n'est pas juste de parler de « délabrement ». Nous sommes dans un processus de réappropriation. Les instituteurs ont été recrutés dans la plupart des programmes de la plupart des États. La plupart des pays francophones ont mis en place des programmes, des formations professionnelles pour mettre à la disposition de l'industrie et de l'économie les cadres intermédiaires qui manquent tant. Plusieurs pays sont en train de construire une ou deux universités pour essayer de relever le niveau.

Tout n'est pas si noir ! Les problèmes sont en train d'être résorbés. J'aimerais que les participants sortent avec une note positive et non aussi « catastrophique » que ce que je viens d'entendre.

Je vous remercie.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT
-------------------------

Merci de ces corrections tout à fait judicieuses, en tout cas en ce qui concerne la première, sur le Sénégal.

Sur la seconde, la théorie, c'est que la France reconnaît les États, non les dirigeants. Le président Compaoré a voulu réformer la Constitution du Burkina pour pouvoir se représenter à la présidence de la République pour la cinquième fois. Il a voulu le faire par la voie parlementaire, c'est ce qui a motivé des manifestations. La France peut-elle dire qu'elle est aux côtés de tel ou tel peuple dès lors qu'il y a des manifestations ? Quoi de plus facile à organiser qu'un mouvement de foule ? Indépendamment des intérêts français qui, au Burkina, ne sont pas

évidents, il y a une ligne difficile et tout gouvernement est tenu à une certaine prudence quant au soutien qu'il apporterait à un mouvement de masse. Si la France prenait sur elle de soutenir tel ou tel mouvement de foule, nous serions immédiatement accusés d'ingérence. Il faut bien qu'il y ait une règle et la règle c'est que la France soutient les gouvernements qui sont démocratiquement élus sur la base de leur Constitution. Quand on veut modifier la Constitution, effectivement il y a une période où nous ferions bien de nous taire.

JOHN OLYMPIO

Je viens du Togo. Je suis chef de mission de la Commission européenne en gouvernance économique et commerciale.

J'approuve l'ensemble des commentaires et des présentations qui ont été faites.

Je ferai néanmoins deux ou trois remarques et je poserai une question :

Y a-t-il dans la salle quelqu'un qui aimerait avoir un chef d'État comme ceux des pays africains globalement aujourd'hui ?

Quel pourrait être le rôle de la France ?

Il est important que la France, avec toute son histoire, soit du côté du peuple, plutôt que du côté des gouvernants qui, eux, peuvent changer, qu'elle soit du côté des valeurs que nous partageons.

On parlait de la dynamique de la jeunesse et des différents mouvements. Aujourd'hui, la vraie problématique africaine est l'emploi, notamment l'emploi des jeunes. En Europe on parle d'un développement basé sur les PME. Mais notre modèle actuel est celui des multinationales, un secteur qui emploie très peu. Nous pourrions être plus inventifs et créer, en relation plus forte et plus pérenne avec les PME françaises, des entreprises qui emploieraient davantage de personnes, contribuant ainsi à résoudre les crises économiques.

Dans nos pays, la pauvreté affecte aujourd'hui des secteurs aussi essentiels que la santé et l'éducation. M. Courade disait que c'est le secteur agricole qui emploie le plus de monde. On a parlé de croissance mais cette croissance n'est pas inclusive. La grande masse se trouve dans le secteur rural ou agricole. La France pourrait appuyer directement les politiques de réduction de la pauvreté sur les éléments de base. La mise en place d'une assurance maladie, par exemple, contribuerait

grandement à soulager les masses africaines d'une charge qui les plonge dans la pauvreté.

Toutes les autres politiques relèvent de la cosmétique et ne sont utiles que dans les salons (moi-même j'ai participé à élaborer des modèles économiques) où on se congratule, heureux d'afficher quelques centaines de milliers d'emplois, ce qui est insignifiant au regard de la population globale (dans mon pays c'est 100 000 emplois formels sur une population de 6 à 7 millions). Cela veut dire que tout le reste n'est pas considéré alors qu'il faudrait pouvoir aller directement à l'essentiel. Nous pensons que la France a un rôle très important à jouer. Elle peut jouer de toute son influence et, sans faire le travail à notre place, accompagner le travail d'appropriation que nous réalisons.

Être du côté du peuple ne signifie pas soutenir l'opposition. C'est pourquoi je vous demandais si vous aimeriez avoir un président comme le mien. Tant qu'on accepte pour partenaires des dirigeants dont on connaît les insuffisances, on entretient une situation de crise avec le risque d'explosion que cela entraîne. M. Gompertz parlait de préparer l'avenir. En effet, si on n'anticipe pas, les explosions et les crises se produiront inéluctablement et nous n'aurons qu'à éteindre des feux que nous pouvions prévenir.

#### DANS LA SALLE

Tout à l'heure, M. Glaser, vous avez souhaité une rupture de la Françafrique. Puis, Monsieur le Recteur, vous avez parlé d'une association d'universités basée sur une langue commune, le français. Ne pensez-vous pas que la rupture de la Françafrique devrait commencer par une rupture avec le français comme langue première pour les pays africains ?

Quel est le véritable intérêt de la francophonie, pour la France et pour l'Afrique ?

#### BERNARD CERQUIGLINI

Je voudrais souligner que notre point de vue n'est pas celui du français langue unique et exclusive. Une des vertus de l'Agence Universitaire de la Francophonie, c'est qu'elle est fondée sur le plurilinguisme. Parmi les 804 universités adhérentes dans le monde, la moitié ne sont pas principalement francophones (universités

chinoises, brésiliennes ...). Nous pensons que le français est une langue de savoir parmi les quatre ou cinq grandes langues de science. Il est évident qu'un jeune Africain qui fait des études supérieures doit maîtriser plusieurs langues : le français, l'anglais, le swahili et le wolof, qui vont bientôt devenir des langues de savoir, voire le portugais, l'arabe et, bientôt, le mandarin. L'Afrique est plurilingue et notre francophonie africaine est inscrite dans le plurilinguisme. Si nous continuons à tenir une position à la Rivarol, nous disparaîtrons dans les poubelles de l'histoire. Je suis impressionné par la capacité des jeunes chercheurs africains, que je côtoie au quotidien, à passer d'une langue à l'autre. Nous avons joué victorieusement une double carte en Afrique depuis des années : le numérique (malgré les problèmes techniques qui ne sont pas insurmontables) et le plurilinguisme qui inclut les grandes langues africaines, lesquelles sont en train de s'équiper et seront des grandes langues de savoir après-demain.

ÉMILE TANAWA (AUF)

Je prétends qu'il y a encore de la place pour la coopération. Aujourd'hui les jeunes de l'Afrique s'interrogent et sont pressés. Ils font des bilans et parfois tirent des conclusions un peu hâtives, par exemple en imaginant que l'abandon de telle langue favoriserait telle autre.

Il est nécessaire d'assainir les milieux d'affaires et les conditions dans lesquelles les affaires se déroulent pour que chaque partie soit gagnante.

Dans le contexte actuel aujourd'hui en Afrique, il me semble que la France continuera à perdre des parts de marché parce que les Chinois et autres sont encore plus féroces...

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Ils sont surtout moins chers.

ÉMILE TANAWA

Nous devons travailler ensemble pour assainir les conditions dans lesquelles les affaires se déroulent pour que les jeunes garçons et les jeunes filles qui frappent aux portes des universités, des structures de formation, puissent avoir de meilleures perspectives d'avenir. Concentrant nos efforts sur les conditions dans lesquelles les entreprises et les citoyens évoluent, nous tirerons très vite des conclusions en ce qui concerne les systèmes de gouvernance dans les pays.

DANS LA SALLE

Un défi majeur n'a pas été évoqué. Je veux parler des questions du changement climatique. En effet, d'après tous les rapports du GIEC et de la Banque mondiale, d'après toutes les données qui sont diffusées, l'Afrique risque d'être dans les prochaines décennies et dans les siècles qui viennent le continent le plus touché par des événements climatiques extrêmes, avec des sécheresses, l'avancée du désert etc. De nombreuses données incitent à penser que les changements climatiques en Afrique auront des conséquences graves, y compris sur toutes les politiques de développement menées jusqu'à présent, notamment sur les questions de sécurité alimentaire.

De très gros défis sont posés. D'après vous, la France a-t-elle un rôle à jouer dans l'adaptation de l'Afrique en vue de ces risques, sachant que peu de décisions ont été prises lors de la récente COP (CONFérence des Parties) de Lima ?

GEORGES COURADE

Effectivement, si le niveau des mers augmente d'un mètre, Lagos (16 millions d'habitants) sera submergée. Le changement climatique peut entraîner une sécheresse plus grande dans certaines parties et une pluviosité plus importante du côté du Sahara. Le GIEC prévoit qu'un tiers du continent subsaharien sera impacté très directement par des sécheresses plus grandes. Mais un autre tiers va avoir plus d'eau. Dans le domaine de la recherche en agronomie, afin de garantir une alimentation suffisante, nous tentons, avec nos amis britanniques et néerlandais de

faire du calage des cultures, de favoriser des plantes améliorées avec une saison végétative beaucoup plus courte et de réutiliser les plantes rustiques bien plus performantes dans des conditions extrêmes. Telles sont les pistes de recherche du CIRAD (Centre de coopération International en Recherche Agronomique pour le Développement), de l'IRD (Institut de recherche pour le développement), de l'ODI (*Overseas Development Institute*) et de l'université agronomique de Wageningen<sup>25</sup> (où l'on voit que l'Europe existe dans ce secteur). Dans le domaine de la recherche en agronomie, il y a en Afrique aussi de très bons chercheurs.

De même en médecine : au Sénégal, des chercheurs ont travaillé sur le sida avec des résultats assez conséquents. Un énorme travail de recherche doit être fait par les équipes africaines car nous ne pouvons le faire à leur place.

Invité pour le cinquantième anniversaire des indépendances africaines à Bobigny en Seine-Saint-Denis, j'avais préconisé en 2010 la venue d'urbanistes africains pour repenser l'habitat et le vivre ensemble avec une vision Sud de la question et parce que la coopération fonctionne dans les deux sens. À l'époque où Jean-Pierre Chevènement était ministre de la Recherche, crois-je me souvenir, cinq anthropologues africains étaient venus étudier la sorcellerie dans nos villages. On n'a pas donné beaucoup d'écho à ce travail, mais les échanges de ce genre sont très importants pour que cette coopération apparaisse à égalité.

ARTHUR RIEDACKER
------------------

Ayant travaillé à la sous-direction recherche du ministère de la Coopération, je reviendrai sur quelques points. J'ai aussi fait partie des négociateurs sur le changement climatique depuis 1990 et je sais qu'on a commencé à s'intéresser à l'agriculture.

Même si, dans le sud des États-Unis, un gouverneur a appelé aux prières pour empêcher le changement climatique, je ne suis pas sûr que la sorcellerie soit très efficace.

M. Courade a parlé de 10 tonnes d'engrais par hectare et par an. En réalité, c'est moins de 10 kilos, souvent 4 à 5 kilos par hectare et par an, contre des centaines de kilos par hectare dans des pays comme le Bangladesh, l'Inde, la Chine, l'Égypte etc.

---

<sup>25</sup> *Wageningen Universiteit en Researchcentrum*, université néerlandaise axée sur les sciences de la vie et les ressources naturelles.



Bien sûr, il faudrait que les États existent et qu'ils aient une politique agricole. Le seul État qui ait essayé de se débrouiller dans ce domaine est le Malawi, mais comme c'est un petit État on lui a fait les pires misères. La Chine et l'Inde poursuivent leur « révolution verte » mais nous ne faisons absolument rien dans ce domaine. Toutes les études internationales se complaisent à décrire ce que pourraient être les dégâts en Afrique. Jamais elles ne regardent ce qu'on pourrait faire de positif.

La sous-direction Recherche du ministère de la Coopération a été supprimée. Et quand on ne paye pas les chercheurs il ne se passe rien, il ne faut pas rêver. Nous ne sommes pas bons sur le plan de la recherche agronomique. Nous ne sommes pas bons sur le plan des politiques agricoles. Peut-être, dans cinq ou dix ans, le changement climatique nous amènera-t-il à faire quelque chose dans ces domaines. Pour l'instant ils ne sont pas pris en considération.

PATRICE PASSY
---------------

Les pays africains peuvent être répartis en deux groupes : les pays qui rentrent en phase de pré-industrialisation (le Congo Brazzaville, le Gabon etc.) et ceux qui sont déjà en pleine industrialisation (la Côte d'Ivoire, la Mozambique, l'Angola etc.). La France perd des parts de marché parce qu'elle a du mal à s'adapter aux besoins spécifiques de ces différents pays. Il y a une espèce d'inadéquation entre l'offre technologique française et les besoins africains tandis que l'Inde, la Chine, le Brésil, l'Afrique du sud proposent une offre adaptée à ces besoins. La France perd des marchés en raison du retard à donner une réponse précise à ces besoins.

Les États et la plupart des entreprises africaines demandent une coopération. Cette coopération consisterait à créer des entreprises sur place. C'est en train d'être fait au Maroc mais le Maroc ne peut pas servir de *hub*, de tête de pont pour les pays africains. En effet, les rapports entre ces pays et le Maroc butent sur la culture et les autres points que vous imaginez (la religion etc.) et même la perception des Marocains.

Quel est le poids de la culture française dans les nouveaux rapports qu'il faudrait avoir avec ces pays ? Nous faisons partie des chambres de commerce, nous participons aux missions d'exploration ou aux missions multisectorielles et nous constatons que les rapports sont toujours teintés d'un certain paternalisme et quelquefois d'une certaine condescendance. Les Français ont du mal à s'adapter aux

nouvelles exigences. Les pays africains sont saisis par l'excitation du préfixe « multi » (multi-partenaires, multi-offres de développement, multi-confessions ...). Nous sommes à des taux de croissance moyenne de 4,5 % sur l'ensemble du continent depuis pratiquement dix ans, de manière endogène, sans matière première. C'est une donnée capitale. Donc les pays africains évoluent rapidement. Malheureusement la culture et les mentalités sont ce qu'il y a de plus long et de plus difficile à modifier. Un effort est nécessaire pour faire évoluer la culture française dans les rapports avec ces pays. Dans les cas de tentatives de coopération, lorsque nous participons aux négociations entre les entreprises nous constatons que le premier jour le groupe est homogène : les entreprises françaises vont à la rencontre des entreprises locales. À la première difficulté, après la découverte, le deuxième jour, chacun se renferme et se met à se plaindre. Le troisième jour, le groupe devient purement français et on repart sur un constat d'échec (sur le mode : « Ils sont incapables... »). Nous ne nous remettons pas en cause et en question par rapport à nos comportements.

L'Afrique change très vite, les exigences deviennent plus précises, les pratiques se professionnalisent, les États se consolident, mais la perception française de l'Afrique sur le plan culturel reste la même depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle. Il faut que cela change ou tout au moins que cela évolue.

STEPHANE GOMPERTZ
-------------------

S'il est vrai que nous perdons des parts de marché, nous augmentons notre présence en chiffre absolu. C'est ce qui importe le plus. Il est parfaitement normal que la Chine, l'Inde, la Turquie, le Brésil s'octroient ou acquièrent de nouvelles parts de marché, en Afrique comme en Asie, en Amérique latine... d'autant plus qu'ils ont un avantage-coût énorme du fait des faibles charges salariales (même si, pour la Chine cet avantage est en train de diminuer parce que les salaires augmentent).

Notre avenir est évidemment dans un plus grand dynamisme commercial. Nous devons trouver les créneaux sur lesquels nous sommes les meilleurs et où nos concurrents ne pourront pas être compétitifs avec nous.

Si la France a obtenu le contrat du *Gautrain*, le train rapide en Afrique du sud<sup>26</sup>, c'est parce que notre technologie est la meilleure et parce que nous avons donné les meilleures conditions de prix.

Comment se fait-il que la France ait obtenu un contrat pour une ferme d'éoliennes de 120 mégawatts<sup>27</sup> dans le nord de l'Éthiopie, la première installation d'éoliennes en Éthiopie ? Parce que, là aussi, la firme *Vergnet* était plus compétitive que ses concurrents chinois.

Nous gagnons des contrats. Il arrive aussi parfois que nous gagnions des contrats en *joint venture* avec les Chinois. Donc le pari n'est pas du tout perdu. Mais évidemment il faut que nos entreprises se battent en Afrique comme elles se battent ailleurs. Et c'est très sain.

Je crois que vous exagérez un peu quand vous parlez de la mentalité ou de l'attitude des entreprises françaises ou des Français en général. Cela a certainement été vrai il y a 20, 30 ou 50 ans. Ce n'est plus le cas. Comme vous, j'ai rencontré beaucoup de dirigeants d'entreprises françaises. Ils abordent l'Afrique comme ils abordent les autres marchés, conscients que c'est un terrain difficile, qu'ils vont devoir se battre, être les meilleurs et prendre en compte la demande du client. Il est possible qu'ici ou là vous ayez encore constaté tel ou tel comportement qui soit dépassé mais, d'après la petite expérience que j'en ai, cette attitude devient minoritaire.

---

<sup>26</sup> En avril 2014, un consortium mené par le groupe français Alstom a finalisé en Afrique du Sud "le plus gros contrat" de son histoire qui prévoit la fourniture de 600 trains de banlieue pour 51 milliards de rands (3,5 milliards d'euros). *Alstom* avait été choisi en décembre 2012 face à des concurrents tels que le canadien *Bombardier*, les chinois *CNR* et *CSR*, le suisse *Stadler* et l'espagnol *CAF*. Le groupe français doit construire une usine à Dunottar, à une cinquantaine de kilomètres au sud-est de Johannesburg, où seront assemblés 580 trains, les 20 premiers devant être fabriqués au Brésil. Plus de 34.000 emplois directs et indirects devraient être créés en Afrique du Sud. Le premier train doit être livré fin 2015.

<sup>27</sup> La ferme d'Ashegoda est la plus puissante d'Afrique sub-saharienne, avec ses 120 Mégawatts et sa production de 400 Gigawatts/h par an, de quoi alimenter en électricité 3 millions d'Éthiopiens. C'est la société française *Vergnet*, spécialiste des missions en terrain difficile, qui a décroché le contrat pour 120 millions d'euros.

Je remercie tous les intervenants. Nous avons traité tous les sujets, répondu à toutes les questions sauf une, celle qui concernait les chefs d'État. L'expérience montre qu'ils sont assez inégaux sur tous les continents. Je m'étais rendu à Washington à l'époque du président Reagan. Le vice- président Bush m'avait dit : « L'homme le plus puissant de la Maison blanche est le secrétaire qui fixe l'ordre du jour. En effet, le président Reagan traite toujours le premier point, le deuxième rarement, le troisième jamais, le quatrième encore moins... car il a oublié ». Et pourtant c'étaient les États-Unis d'Amérique !



## **PUBLICATIONS RECENTES**

### **UNE POLITIQUE DU TRAVAIL**

Colloque du 9 janvier 2012

### **LA RÉFORME DES BANQUES**

Colloque du lundi 23 janvier 2012

### **APPROCHES THÉORIQUE ET PRATIQUE D'UNE MONNAIE COMMUNE**

Table ronde du lundi 13 février 2012

### **L'EURO MONNAIE UNIQUE PEUT-IL SURVIVRE ?**

Colloque du lundi 24 septembre 2012

### **L'ESPRIT DU REDRESSEMENT PRODUCTIF**

Table ronde du lundi 26 novembre 2012 autour d'Arnaud Montebourg

### **LES ÉTATS ÉMERGENTS : VERS UN BASCULEMENT DU MONDE ?**

Colloque du lundi 10 décembre 2012

### **OCCIDENT ET MONDIALISATION**

Colloque du lundi 21 janvier 2013

### **LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE**

Colloque du lundi 11 février 2013

### **NOUVEAU PACTE SOCIAL : MODE D'EMPLOI**

Colloque du mardi 21 mai 2013

### **LA FRANCE ET L'EUROPE DANS LE NOUVEAU CONTEXTE ÉNERGETIQUE MONDIAL**

Colloque du lundi 17 juin 2013

### **LE PROJET DE MARCHÉ TRANSATLANTIQUE**

Colloque du lundi 16 septembre 2013

### **L'EXCEPTION CULTURELLE**

Colloque du lundi 14 octobre 2013

### **REFAIRE L'EUROPE ?**

### **APERÇU RETROSPECTIF ET ESQUISSE D'UNE POLITIQUE**

Colloque du lundi 2 décembre 2013

**L'EUROPE SORTIE DE L'HISTOIRE ? RÉPONSES**

Table ronde du lundi 20 janvier 2014

**LE MAGHREB ET SON NORD**

Colloque du lundi 17 février 2014

**GUERRES DE RELIGIONS DANS LE MONDE MUSULMAN ?**

Colloque du lundi 31 mars 2014

**LA GUERRE DES MONNAIES ?**

Colloque du lundi 28 avril 2014

**ÉTATS-UNIS - CHINE, QUELLES RELATIONS ?  
ET LA RUSSIE DANS TOUT CELA ?**

Colloque du lundi 2 juin 2014

**LA RÉFORME BANCAIRE : POMME DE DISCORDE ?**

Colloque du lundi 23 juin 2014

**LA RUSSIE EN EUROPE**

Colloque du mardi 23 septembre 2014

**RÉPUBLIQUE ET NUMÉRIQUE**

Colloque du lundi 28 octobre 2014

**LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE**

Colloque du lundi 8 décembre 2014

**QUE PEUT FAIRE LA FRANCE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ?**

Colloque du lundi 15 décembre 2014

## NOTES ET ETUDES :

Parues récemment :

- **Kevin Limonier**, allocataire de recherche et moniteur d'enseignement supérieur, Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8) et **David Amsellem**, doctorant-allocataire de recherche au Centre de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CRAG), Université Paris VIII : étude cartographique réalisée pour la Fondation Res Publica : « **Le Royaume-Uni et l'Europe ?** »
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **Pour les marchés, le risque sur la dette française reste sept fois plus important qu'avant la crise** » (tribune parue dans La Tribune le 8 octobre 2014)
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **La monnaie unique est déjà morte. Vive la monnaie commune !** » (entretien paru dans Marianne le 22 août 2014)
- **Jean-Michel Naulot**, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de « Crise financière - Pourquoi les gouvernements ne font rien », Le Seuil, 2013 : « **Crise de l'euro : regarder les réalités en face** »
- **Daniel Bloch**, ancien Président d'université, ancien Recteur, ancien Directeur des enseignements supérieurs : « **Le français, les mathématique ou les sciences : que faut-il privilégier ?** »
- **Jacques Sapir, Philippe Murer**, économistes, avec la contribution de **Cédric Durand** : « **Les scenarii de dissolution de l'Euro** » (étude commandée par la Fondation Res Publica, parue le 02 septembre 2013)
- **Jean-Michel Quatrepoint**, journaliste économique, et **Jean-Luc Gréau**, économiste, membres du conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Pour sortir de la déflation, repenser la zone euro** »



## NOTES DE LECTURE :

Parues récemment :

- **Chine, Occident, deux visions de la mondialisation**, note de lecture du livre de Régis Debray, essayiste, philosophe et médiologue, et de Zhao Tingyang, figure intellectuelle chinoise et professeur de philosophie à Harvard « *Du ciel à la terre. La Chine et l'Occident* » (Les Arènes ; 2014), par Paul Zurkinden.
- **La France dans le nouveau « Kriegspiel » mondial**, note de lecture du livre de Jean-Michel Quatrepoint, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, journaliste économique, « *Le Choc des Empires* » (le débat Gallimard ; mars 2014), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Décryptage de la crise financière internationale**, note de lecture du livre de Jean-Michel Naulot, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, membre du collège de l'Autorité des Marchés financiers de 2003 à 2013, « *Crise financière. Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Seuil ; 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Le modèle allemand au-delà des mythes**, note de lecture de « *Made in Germany – Le modèle allemand au-delà des mythes* » (Seuil, janvier 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Stratégie électorale: It's the people, stupid!**, note de lecture de « *Porte à porte, reconquérir la démocratie sur le terrain* » de **Guillaume Liegey, Arthur Muller et Vincent Pons** (Calmann-Lévy, avril 2013), par Julien Landfried, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, parue sur le Huffington Post, le 23 mai 2013.
- « **Vers "l'économie des besoins" »**, note de lecture de « *L'Economie des besoins – Une nouvelle approche du service public* », de **Jacques Fournier** (Odile Jacob, février 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.






FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

 01.45.50.39.50

[info@fondation-res-publica.org](mailto:info@fondation-res-publica.org)

Achévé  
d'imprimer  
en mars 2015